GUIDO BRAUN

UNE TOUR DE BABEL?
LES LANGUES DE LA NÉGOCIATION ET LES
PROBLÈMES DE TRADUCTION AU CONGRÈS DE LA
PAIX DE WESTPHALIE (1643–1649)

I. L'historiographie et les conditions structurelles du congrès

Le congrès de la paix de Westphalie représente, sur le plan institutionnel, une véritable nouveauté dans la diplomatie européenne, puisqu'il fut le premier congrès multilatéral, »international« si l'on ose dire, d'une telle ampleur: 109 délégations y participèrent, représentant 16 États européens et 140 états¹ allemands². Dans une lettre du 9 avril 1644 adressée à Loménie de Brienne, secrétaire d'État aux affaires étrangères, l'un des ambassadeurs français à Münster, Abel Servien, décrit ainsi le grand congrès: *Voycy [...] une espèce de concile politique où presque toutes les nations de l'Europe auront des députés et où pour ne rien faire de préjudiciable de part ny d'autre nous ne sçaurions prendre une meilleure règle pour nostre conduite en matière de complimens que ce qui s'observe en la Cour de Rome. Nous avons creu que sy on ne choisit un modèle pour s'attacher fortement, ou il faudra se relascher partout, dont vous sçavez mieux la conséquence que moy, ou faire des bigeareries [c'est-à-dire admettre des ambiguïtés] qui donneroient du contentement aux uns et du mescontentement aux aultres*³. En l'absence de précédent poli-

¹ Nous distinguons, au niveau de l'orthographe, les états non souverains de l'Empire des États souverains comme la France.

² 66 envoyés, représentant parfois plusieurs états de l'Empire, d'où le nombre de 140 états; 27 envoyés chargés de soutenir des intérêts particuliers vinrent compléter ce »concile politique« de l'Europe où l'on constatait seulement l'absence de l'Angleterre, du tsar et de l'Empire ottoman; sur la structure et le mode de travail du congrès cf. Konrad REPGEN, *Die Westfälischen Friedensverhandlungen. Überblick und Hauptprobleme*, dans: Klaus BUSSMANN, Heinz SCHILLING (éd.), 1648. Krieg und Frieden in Europa. [Catalogue de l'exposition] Münster, Osnabrück 24.10.1998–17.1.1999, Textbd. I: Politik, Religion, Recht und Gesellschaft, Munich 1998, p. 355–372.

³ *Acta Pacis Westphalicae*, éd. par Max BRAUBACH, Konrad REPGEN (APW) Serie II Abt. B: *Die französischen Korrespondenzen*. Bd. 1: 1644. Bearb. von Ursula IRSIGLER unter Benutzung der Vorarbeiten von Kriemhild GORONZY, Münster 1979, n° 37, citation p. 68–69.

tique, le Saint-Siège devint ainsi, non seulement pour les Français⁴, mais aussi pour les autres délégations, une référence essentielle pour régler les relations entre les différents ambassadeurs, du moins à Münster où siégeaient les puissances catholiques; il n'est donc pas étonnant d'y retrouver aussi les langues de Rome, le latin et l'italien, comme principales langues de la négociation.

L'importance des traités de Westphalie pour le développement du droit international a fait, parmi les historiens, l'objet d'évaluations très diverses⁵. On y a voulu voir, avec Robert Redslob, »le portique majestueux qui mène d'un monde à un autre«, ou, avec Max Huber, des actes qui »reconnaissent l'existence d'une communauté entre les États«; Louis Le Fur, par contre, suivi dans son jugement par Jean Rouvier, ne les considère que comme »ébauche d'une codification partielle du droit international«⁶. Certes, on ne tranchera pas ici. Mais il est certain que les traités de Westphalie ne marquent ni »l'éclatement définitif de l'empire« ni celle »de la société chrétienne«, comme prétend Rouvier. Les États catholiques de l'Europe, quoique soucieux de leur souveraineté, se sont en effet souvent soumis, après 1648, à la médiation du pape dans les différends qui les opposaient entre eux, et ont bien continué par là à appartenir à une société chrétienne qui ne se transformait point du jour au lendemain en une société laïcisée⁷; le vestige linguistique de la survie de cette communauté traditionnelle d'États est l'emploi persistant du latin dans les relations »internationales« bien après le congrès de Westphalie, où la langue originelle de l'Occident chrétien fut l'instrument primordial de la communication.

⁴ Pour la France, cette comparaison avec Rome devait acquérir une signification très concrète dans la mesure où Brienne ordonna effectivement le 28 mai 1644 aux plénipotentiaires français d'observer à Münster le même cérémonial qu'à la Cour du Pape; APW II B 1 (voir n. 3) n° 117.

⁵ Les conditions politiques, militaires, juridiques, religieuses, économiques, culturelles et sociales du congrès, le détail du déroulement de ses négociations, ainsi que ses conséquences pour l'Allemagne, la France, la Suède et l'Europe en général ont toujours suscité, dès le XVII^e siècle, un très grand intérêt parmi les historiens, témoin plusieurs milliers de publications consacrées à son sujet jusqu'à nos jours. Si les jugements qu'on y porte ne sont pas toujours homogènes, le problème du droit international semble bien se situer parmi les questions les plus litigieuses. La question de savoir si la paix de Westphalie a été une loi fondamentale de l'Europe après 1648 est abordée par Heinhard STEIGER, *Der Westfälische Frieden – Grundgesetz für Europa?*, dans: Heinz DUCHHARDT (éd.), *Der Westfälische Friede: Diplomatie – politische Zäsur – kulturelles Umfeld – Rezeptionsgeschichte*, Munich 1998, p. 33–80.

⁶ Sur les problèmes de droit public et les positions citées cf. Jean ROUVIER, *Naissance du droit international au XVII^e siècle*, dans: *XVII^e siècle* 58/59 (1963) p. 40–56.

⁷ Sur le problème en général cf. Konrad REGEN, *Friedensvermittlung als Element europäischer Politik vom Mittelalter bis zur Gegenwart. Ein Vortrag*, dans: ID., *Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede. Studien und Quellen*, éd. par Franz BOSBACH et Christoph KAMPMANN, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich 1998 (*Rechts- und Staatswissenschaftliche Veröffentlichungen der Görres-Gesellschaft, Neue Folge*, 81) p. 799–816.

Le véritable apport du congrès se perçoit, non seulement dans le domaine des grands courants de la philosophie et de la théorie du droit qui ont marqué le XVII^e siècle (ou celui de l'application de certains principes fondamentaux comme la liberté de la navigation), mais aussi à travers l'analyse des solutions que l'on a apportées à une infinité de problèmes pratiques qui ne s'étaient jamais posés jusque-là. Un de ces problèmes, certainement parmi les plus essentiels, quoique moins âprement discuté que les questions du cérémonial concernant la préséance, fut de s'accorder sur les langues de la négociation entre les représentants de tant de souverains et peuples différents, allant de la péninsule ibérique à la Scandinavie, et d'élaborer, ensuite, une terminologie »internationale«, propre à traduire les particularités du droit public des différents États représentés à Münster et à Osnabrück, et reconnue par tous. C'était devenu une nécessité absolue dans la mesure où les relations entre les États européens ne pouvaient plus se régler par le seul langage de la féodalité. Aux problèmes linguistiques proprement dits s'ajoutèrent donc ceux de la traduction⁸.

Si la langue des diplomates en Westphalie, qui est pourtant l'instrument même de toutes leurs négociations, n'a curieusement jamais encore suscité d'études particulières, et s'il n'est pas rare de trouver des idées erronées à ce propos⁹, il faut néanmoins remarquer que Fritz Dickmann, dans sa grande monographie sur la paix de Westphalie¹⁰, a résumé d'une manière très concise certains aspects de notre question et fourni un tableau en partie assez lucide de la vie linguistique du congrès; c'est en tout cas la meilleure référence que l'on puisse actuellement trouver pour aborder ce problème. Cependant, l'unique page¹¹ que Dickmann y consacre ne peut évidemment pas apparaître comme une solution satisfaisante, tant par son manque de détails et de précisions que

⁸ Phénomène fréquent au congrès westphalien et parfois aux étapes multiples, par exemple lorsque les médiateurs notèrent les propositions des plénipotentiaires français du 7 janvier 1646, d'abord traduites en italien, et puis de l'italien en latin; cf. Johann Gottfried von MEIERN, *Acta Pacis Westphalicae publica oder Westphälische Friedens-Handlungen und Geschichte. Erster Theil-Sechster Theil*, Hanovre 1734–1736 (réimpr. Osnabrück 1969), t. II, p. 200–203.

⁹ Bäte a raison de souligner l'absence d'une langue commune pour toutes les négociations, le rôle du latin et la tentative des Néerlandais d'imposer leur langue; par contre, il n'est pas tout à fait correct de dire qu'on refusa l'espagnol (d'ailleurs, pourquoi parle-t-il de »l'espagnol traditionnel«?), le suédois et le français – les choses sont plus compliquées; cf. Ludwig BÄTE, *Die Stadt Osnabrück während der Verhandlungen zum Westfälischen Frieden*, dans: ID. (éd.), *Der Friede in Osnabrück 1648. Beiträge zu seiner Geschichte*, Oldenburg 1948, p. 65–78, ici p. 69.

¹⁰ Fritz DICKMANN, *Der Westfälische Frieden*, Münster ⁷1998 (première édition 1959). Cf. aussi, notamment sur la perspective française, Ferdinand BRUNOT, *Histoire de la langue française des origines à nos jours*, tome V: *Le français en France et hors de France au XVII^e siècle*; bibliographie établie par Roger LATHUILLÈRE, Paris 1966, p. 393–401. D'autres auteurs, comme Henriette Roumiguère et Alexander Ostrower, reproduisent plus ou moins fidèlement les résultats de ses recherches, sans avoir consulté les sources.

¹¹ DICKMANN (voir n. 10) p. 214–215, avec les notes p. 547.

par le silence gardé sur certaines contradictions; en outre, beaucoup d'explications sont insuffisantes. Si l'on peut entrevoir les contours du tableau, ses couleurs nous échappent.

Par ailleurs, le constat que nous venons de dresser pour le congrès de Westphalie n'est pas un fait isolé et d'une manière générale, l'histoire des langues et de la traduction diplomatiques n'est pas encore écrite¹².

Ces lacunes dans l'état des connaissances s'expliquent peut-être en partie par l'abondance des sources et par des obstacles linguistiques et terminologiques. Pour éviter de fonder ses jugements sur des cas exceptionnels, il est en effet indispensable qu'un grand nombre de textes soient facilement accessibles, de sorte que notre propre étude n'aurait pas été possible sans les 25 volumes des »Acta Pacis Westphalicae« publiés jusqu'en 1998, d'autant que les éditions plus anciennes des actes du congrès de Westphalie reproduisent parfois des traductions sans attirer l'attention du lecteur sur ce fait, et peuvent par conséquent l'induire en erreur¹³.

Aux lacunes historiographiques s'ajoute le fait que celui qui travaille sur l'emploi des langues et la traduction dans le monde moderne se heurte à certaines difficultés qui découlent, par exemple, du fait que le système des langues européennes n'est, jusqu'au XVIII^e siècle, pas toujours décrit de la même façon qu'aujourd'hui; ainsi le dictionnaire de Moréri de 1740 ne connaît que quatre langues: slave, germanique, latine et grecque; toutes les autres langues reconnues aujourd'hui comme telles y sont considérées soit comme des »dialectes« soit comme des »rejetons« du latin (dont le français) ou du grec¹⁴. Cer-

¹² Bilan historiographique dans: Guido BRAUN, Frédéric-Charles Moser et les langues de la diplomatie européenne (1648–1750), dans: Revue d'histoire diplomatique 113 (1999), p. 261–278; signalons encore parmi les publications plus récentes: Frédéric HITZEL, Les Jeunes de langue de Péra-lès-Constantinople [école de langue orientale, 1669–1831], dans: XVIII^e siècle 28 (1996) p. 57–70. Les contributions de Paul Pradier-Fodéré, Camille-Georges Picavet, Peter Burke, Joycelyne G. Russel et Françoise Waquet ainsi que certains ouvrages suédois seront plus particulièrement étudiés dans un autre bilan que nous préparons actuellement.

¹³ Pour ne citer qu'un exemple flagrant, cf. le traité d'Osnabrück imprimé en français dans: J[ean] DUMONT, Corps Universel Diplomatique Du Droit Des Gens; [...], t. VI, première partie, Amsterdam (Brunel [et alii]), La Haye (Husson, Levier) 1728, p. 469–490 (contrairement à certains de ses collègues tel que Frédéric Léonard, Dumont a toutefois le mérite de signaler les éditions précédentes en français, en latin et en allemand); par contre, dans le t. V, seconde partie, ibid. 1728, p. 259 n. (1), Dumont dit bien qu'il n'est pas sûr que la langue dans laquelle il publie le traité provisionnel entre Brandebourg et Neubourg du 12 novembre 1614 soit bien celle dans laquelle il a été rédigé (mais c'est une remarque plutôt exceptionnelle aux XVII^e–XVIII^e siècles).

¹⁴ *L'Europe a deux langues vivantes; qui ont divers dialectes, & deux mortes qui ont leurs rejetons. Les deux fameuses langues vivantes & matrices sont la Sclavonne, & la Germanique. La Sclavonne est familière à Constantinople, & même au grand Caire, & a pour principaux rejetons la Rhutenique pour les Moscovites, la Dalmatique pour les Hongrois les Transsylvains, la Bohémienne & la Polonoise, avec quelques autres qui ont cours entre les Valaques & les Moldaves, & chez les petits Tartares. La Germanique ou Allemande*

taines langues n'y apparaissent même pas du tout, par exemple le néerlandais. De la même manière, pour ne s'en tenir qu'aux seules sources en langue française du congrès de Westphalie, on peut par exemple constater qu'elles parlent de la langue allemande quand il s'agit effectivement du suédois, considéré comme un dialecte de l'allemand, ou disent flamand là où nous mettrions aujourd'hui néerlandais, langues que l'on ne distingue pas encore clairement au XVII^e siècle; c'est-à-dire que la langue même des sources peut nous induire en erreur.

Nous n'entrerons pas ici dans une discussion sur les conditions structurelles de l'apprentissage des langues et la perception ou non-perception de sa nécessité dans les manuels de diplomates¹⁵. Retenons cependant que certains diplomates

a trois dialectes principaux, le Teuton, le Saxon, & le Danois; & ceux-ci ont derechef d'autres rejettons, comme l'Anglois, le Flamand, le Suédois, le langage de Norwège, & celui des Suisses. La langue Grecque, langue morte; mais moins corrompue que la latine, a divers idiomes dans diverses Isles de l'Archipel, dans l'Acaïe & dans la Morée, & elle s'est mieux conservée dans cette dernière, qui est le Péloponnèse des Anciens, que dans aucune autre Province de la Grèce. La Latine autre langue morte, n'a que trois rejettons principaux, l'Italien, le François & l'Espagnol; mais celui-ci a un grand mélange de termes barbares qui lui sont restés des Maures. [Et de se pencher sur les langues mineures comme l'albanais, le finlandais et le basque]; Louis MORÉRI, Le Grand Dictionnaire Historique [...], Nouvelle édition de Bâle (Brandmuller) 1740, t. III, p. 821.

¹⁵ Pour les maigres connaissances d'allemand des Français au XVII^e siècle, nous disposons de l'excellente étude de Paul LÉVY, *La langue allemande en France. Pénétration et diffusion des origines à nos jours*, t. I: Des origines à 1830, Lyon, Paris 1950 (Bibliothèque de la société des études germaniques, 8). Cependant, les diplomates, en particulier ceux ayant effectué plusieurs missions dans l'Empire, connaissent parfois très bien les langues étrangères et particulièrement l'allemand: au congrès de Westphalie, la France envoie des représentants faisant preuve d'une parfaite maîtrise de la langue allemande, comme par exemple le comte d'Avaux (bien que les témoignages directs de ses connaissances fassent défaut) et Théodore Godefroy. Mais cette bonne maîtrise des langues étrangères ne va pas encore de soi dans la diplomatie française au milieu du XVII^e siècle; on sait par exemple que le duc de Longueville, principal plénipotentiaire de la France à Münster (si l'on en croit ses propres assertions), ne comprenait pas l'espagnol, de sorte qu'il dut demander aux Espagnols de ne pas lui communiquer leurs projets de traités dans cette langue, ce qu'ils acceptèrent (extrait d'une lettre anonyme de Münster, 12 mars 1647; copie: Bibliothèque de l'Institut de France, Coll. Godefroy [IF, CG] 22 fol. 384–385). Peu après le congrès de Westphalie, en 1650, un négociateur français fut envoyé à Vienne; nous possédons l'historique de cette mission, la *Relation politique de la négociation du comte de Saujon* (Paris, Bibliothèque de l'Arsenal [BA] ms. 4604 et 4605), qui, malgré son titre, n'est pas véritablement une relation, mais l'ouvrage d'un historien anonyme (sur la mission de Saujon et son contexte cf. aussi Christian BOUYER, *La Grande Mademoiselle*, Paris 1986, p. 137–167). Bien que, selon l'auteur de cette *Relation*, ce négociateur, le comte de Saujon, sût s'acquitter fort bien de sa tâche, il *ignoroit entièrement la langue allemande et alloit en un pays qui luy étoit tout affaict inconnu* (BA ms. 4604 fol. 6^v–7). On n'apprend pas comment Saujon sut surmonter l'obstacle linguistique, d'autant plus qu'il *ne sçavoit pas mesme bien parler l'italienne, qui estoit la seule qui pouvoit suppléer au deffault de l'autre* [sc. la langue allemande] *et en laquelle les ministres de l'Empereur s'énonçoient assez passablement*, et qu'on lui interdit de se servir d'un interprète (ibid.). Cf. aussi Wil-

au congrès de Westphalie parlaient très bien plusieurs langues étrangères et que presque tous maîtrisaient plus ou moins bien le latin. L'italien était toujours une langue de prédilection pour les gens cultivés, le français par contre moins bien connu qu'un siècle plus tard, l'allemand parlé par les ressortissants du Saint-Empire et des puissances nordiques. Les envoyés au congrès étaient naturellement aidés par le personnel de leurs chancelleries et disposaient d'interprètes et de secrétaires étrangers qui nous sont parfois bien connus. Ainsi les deux ambassadeurs suédois, Johan Adler Salvius et Johan Oxenstierna, avaient chacun un secrétaire allemand, respectivement Georg Keller et Heinrich Wulfrath¹⁶. Longueville avait comme secrétaire et interprète Jeremias Jacques Stenglin¹⁷. La délégation catalane, dirigée par Fontanella et dont nous avons une liste des membres¹⁸, comportait un interprète sur un total de 20 personnes. Quand Henri de La Court fut nommé résident français à Osnabrück, Servien lui donna des conseils pour choisir son personnel et lui écrivit qu'il lui

liam James ROOSEN, *The Ambassador's Craft: A Study of the Functioning of French Ambassadors under Louis XIV*, (thèse, mfm.) Michigan 1967, p. 24–25; *Id.*, *The True Ambassador: Occupational and Personal Characteristics of French Ambassadors under Louis XIV*, dans: *European Studies Review* 3 (1973) p. 121–139, ici p. 129. La connaissance du pays allait le plus souvent de pair avec la connaissance de sa langue; c'est ainsi que d'Avaux et Godefroy, membres de la délégation française, ne parlaient pas seulement l'allemand avec une aisance admirable, mais connaissaient aussi parfaitement son droit, son histoire, et les coutumes du pays. Les négociateurs disposaient d'ailleurs de très bons instruments de travail; outre les manuels diplomatiques pour leur instruction générale, tel celui de Callières ou celui de De Vera, ils avaient, pour leur formation linguistique proprement dite, depuis la fin du XVI^e siècle, un grand nombre de dictionnaires qui comptaient parfois plus de mille pages et étaient souvent accompagnés d'un traité de grammaire. À part les dictionnaires bilingues, on peut en trouver d'autres regroupant de trois à six langues; les dictionnaires français-allemand-latin étaient fréquents (nous analysons à l'heure actuelle la valeur des dictionnaires français-allemand-[latin/-italien] pour les diplomates et les juristes des XVII^e–XVIII^e siècles ainsi que les traductions des termes de droit public allemand et de droit international qui y figurent; cette étude fait partie de la thèse sur la connaissance du droit public allemand en France de 1648 à 1754 que nous préparons actuellement à l'université de Paris-Sorbonne).

¹⁶ Ce dernier fut remplacé par Steiniger, auparavant secrétaire allemand du chancelier Axel Oxenstierna; APW (voir n. 3) Serie II Abt. C: Die schwedischen Korrespondenzen. Bd. 4/1–4/2: 1648–1649. Bearb. von Wilhelm KOHL unter Mitarbeit von Paul NACHTSHEIM, Münster 1994, n°201, 235, 238 (cf. aussi l'index p. 1185–1186); sur Keller: APW Serie II Abt. C. Bd. 1: 1643–1645. Bearb. von Ernst Manfred WERMTER, Münster 1965, p. 937; APW Serie II Abt. C. Bd. 3: 1646–1647. Bearb. von Gottfried LORENZ, Münster 1975, p. 14 n. 2.

¹⁷ Franz BOSBACH, *Einleitung*, dans: APW Serie II Abt. B (voir n. 3) Bd. 3/1–3/2: 1645–1646. Bearb. von Elke JARNUT und Rita BOHLEN unter Benutzung der Vorarbeiten von Kriemhild GORONZY. Mit einer Einleitung und einem Anhang von Franz BOSBACH, Münster 1999; Johann Rudolf WETTSTEIN, *Johann Rudolf Wettsteins Diarium 1646/47*, bearb. von Julia GAUSS, Berne 1962 (Quellen zur Schweizer Geschichte, NF III 8) p. 302–303. – Pourtant, *l'Estat du logement* du duc de Longueville (Stockholm, Riksarkivet, *Diplomatica Germanica* 4 fol. 964), peut-être incomplet, ne fait état d'aucun interprète dans sa suite.

¹⁸ Staatsarchiv Osnabrück, Rep. 100, Abschnitt 1, n° 116 fol. 297^r.

faudrait, entre autres, »un bon secretaire et quelqu'un encores qui puisse escrire en latin«¹⁹.

II. Les langues de la négociation et des traités: remarques générales

Pour les négociations mêmes, il faut d'abord constater qu'il n'y avait pas de langue unique pour toutes les négociations, ni même de règle générale. Cette diversité tient en partie au mode de travail du congrès qui ne se réunit jamais en séance plénière; les États, répartis entre les deux villes de Münster, où siégeaient grosso modo les États catholiques ainsi que les ambassadeurs des Provinces-Unies, et d'Osnabrück, ville des puissances protestantes, négociaient soit directement avec leur adversaire, ce qui était le cas à Osnabrück et pour les pourparlers entre les Provinces-Unies et l'Espagne à Münster, soit indirectement par l'interposition d'un médiateur; la France choisit ce dernier procédé pour ses négociations avec l'Empereur et le roi d'Espagne, en se servant de la médiation du nonce apostolique Fabio Chigi et de l'ambassadeur de la République de Venise Alvise Contarini, ainsi que de celle des plénipotentiaires néerlandais à partir du mois de septembre 1646²⁰. Les états de l'Empire se réunissaient dans les trois collèges traditionnels des électeurs, des princes et des villes, répartis eux aussi entre Münster et Osnabrück, et formaient de plus deux corps en fonction de leur appartenance religieuse, le »Corpus catholicorum« et le »Corpus evangelicorum«.

Si le latin était la principale langue des diplomates au congrès, il était loin d'en être la seule. Comme langue commune de l'Occident chrétien dont le Saint-Empire se voulait le défenseur, il fut employé dans les traités de paix entre l'Empereur, les états de l'Empire et respectivement la France et la Suède,

¹⁹ Lettre du [7] juillet 1646; APW Serie II Abt. B (voir n. 3) Bd. 4: 1646. Bearb. von Clivia KELCH-RADE und Anuschka TISCHER unter Benutzung der Vorarbeiten von Kriemhild GORONZY, Münster 1999, n° 58. La Court avait (aussi) un secrétaire allemand; cf. sa lettre à Lionne (secrétaire de Mazarin et d'Anne d'Autriche) du 22 octobre 1647, copie: Paris, Archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères, série Correspondance politique (AE, CP) Allemagne 97 fol. 449–451, ici fol. 450. – Pour la France en général, cf. aussi la liste des pensions payées en 1644, entre autres aux interprètes: AE, Mémoires et documents (AE, MD) France 289 fol. 157–162'.

²⁰ Konrad REPGEN, Friedensvermittlung und Friedensvermittler beim Westfälischen Frieden, dans: ID., Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede (voir n. 7) p. 695–719; sur la médiation néerlandaise cf. aussi Anuschka TISCHER, Französische Diplomatie auf dem Westfälischen Friedenskongreß. Außenpolitik unter Richelieu und Mazarin, Münster 1999 (Schriftenreihe der Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte e. V., 29); nous remercions l'auteur d'avoir bien voulu nous communiquer son manuscrit pour notre exposé; entre-temps sa thèse a été publiée.

signés le 24 octobre 1648 à Münster²¹. Par contre, le troisième traité, la paix particulière entre l'Espagne et les Provinces-Unies conclue le 30 janvier 1648 à Münster, est un acte bilingue, dressé en néerlandais et en français²².

Réfléchissant à la question de la langue du traité de paix, les Français étaient en effet arrivés à la même conclusion que les Impériaux et les Suédois et s'étaient résignés à sa rédaction en latin, dans une note rédigée probablement par Théodore Godefroy²³. La principale objection soulignée par l'auteur est *qu'il y va de l'honneur de la France que le traité se fasse en langue françoise plustost qu'en une autre langue. Mais à cela il se peut répondre*, poursuit-il, *qu'il n'y aura pas un grand advantage d'honneur si le traicté se faict d'une part en langue françoise et d'autre en langue allemande, selon que vraysemblablement l'Empereur le demandera au réciproque*. Ses principaux arguments en faveur du latin sont: premièrement que les traités de paix, de trêve et de confédération entre les principales puissances de l'Europe se faisaient géné-

²¹ Quoique le traité avec la Suède fût daté à *Osnabrück* pour des raisons politiques. Les deux traités sont publiés dans: APW (voir n. 3) Serie III Abt. B: Verhandlungsakten. Bd. 1: Die Friedensverträge mit Frankreich und Schweden. 1: Urkunden. Bearb. von Antje OSCHMANN, Münster 1998.

²² Il est donc bizarre que ce traité ait récemment été publié en latin, en allemand et en néerlandais sans sa version française qui (contrairement aux traductions allemande et latine) fait foi: *Der Frieden von Münster/De Vrede van Munster 1648. Der Vertragstext mit einem zeitgenössischen Druck und die Beschreibung der Ratifikationsfeiern*[...], éd. par Gerd DETHLEFS, mit Beiträgen von Johannes ARNDT und Ralf KLÖTZER, Münster 1998. Autre édition du texte néerlandais: C. SMIT, *Het vredesverdrag van Munster*. 30. Januari 1648, Leyde 1948, p. 30–60; le texte français dans: DUMONT t. VI/1 (voir n. 13) p. 429–441. Les Provinces-Unies concluaient ordinairement leurs traités en néerlandais et en français; cf. par exemple leur traité de commerce passé avec le Danemark le 12 février 1647 (ibid. p. 367–375) et le contrat de mariage entre la princesse Louise-Henriette d'Orange et l'électeur Frédéric Guillaume de Brandebourg du 7 décembre 1646 (ibid. p. 353–360).

²³ Intitulée *Que le traité de paix entre l'Empereur et le Roy se doit plustost faire en langue latine que en [!] langue françoise*; copie de Nicolas Doulceur, secrétaire de Godefroy: IF, CG (voir n. 15) 22 fol. 90–91. La fonction de Théodore Godefroy est un peu floue; on peut le qualifier de conseiller juridique de l'ambassade française au congrès; cf. Klaus MALETTKE, *Die Perzeption des Deutschen Reiches durch Théodore Godefroy. Studien zum Deutschlandbild eines Mitglieds der französischen Verhandlungsdelegation auf dem Westfälischen Friedenskongreß*, dans: ID., *Frankreich, Deutschland und Europa im 17. und 18. Jahrhundert. Beiträge zum Einfluß französischer politischer Theorie, Verfassung und Außenpolitik in der Frühen Neuzeit*, Marbourg 1994 (*Marburger Studien zur Neueren Geschichte*, 4), p. 191–219; cf. aussi l'instruction qui lui a été donnée pour le congrès de Westphalie, le 25 septembre 1643, copie dans: Lille, Archives départementales du Nord, série B carton 391; elle reprend les termes de celle qui lui avait été donnée pour le congrès prévu à Cologne, original signé par Louis XIII, Saint-Germain-en-Laye, 12 mai 1637: IF, CG 22 fol. 274–274'; après la rédaction de cet exposé, Klaus MALETTKE et Ullrich HANKE ont édité: *Zur Perzeption des Deutschen Reiches im Frankreich des 17. Jahrhunderts. Théodore Godefroy. Description d'Allemagne*, Münster 2002 (*Forschungen zur Geschichte der Neuzeit. Marburger Beiträge*, 4).

ralement en latin; deuxièmement, qu'il en était de même pour les traités passés par la France avec les Habsbourg, excepté ceux qui concernaient uniquement la Flandre, l'Artois ou la Bourgogne; troisièmement: *il est à propos que ce traité se fasse en langue latine, ainsi qu'il s'est observé au traité de Ratisbone, en l'an mille six-cent trente, entre l'empereur Ferdinand II et le feu roy, pour ce qu'il est nécessaire que les princes qui traitent entre eux, soit de paix, de trêve, ou de confédération et alliance, s'entendent l'un l'autre en ce dont ils conviennent, et qu'il faut éviter, tant que faire se peut, les doubtes qui peuvent naistre sur le sens des mots, si le Roy faict le traité en françois, et l'Empereur en aleman, qui sont langues du tout différentes, et n'ont rien de commune l'une avec l'autre.*

Derrière le latin, on voit pourtant s'établir le français comme langue des diplomates, mais il doit encore se partager le palmarès avec d'autres langues vernaculaires, surtout l'italien, langue des médiateurs Chigi et Contarini et l'une de celles de la Cour impériale de Vienne, ainsi que l'allemand, souvent parlé par les Allemands eux-mêmes, bien sûr, mais aussi plus généralement par les puissances du Nord, et, dans une moindre mesure, l'espagnol et le néerlandais.

Seules l'Espagne et les Provinces-Unies suivaient une règle précise dans leurs négociations, établie par un accord, politiquement très important, du 5 mai 1646²⁴. En vertu de cette convention, les plénipotentiaires espagnols accordèrent à leurs homologues néerlandais le rang d'ambassadeurs d'une puissance souveraine, ce que les plénipotentiaires français, pourtant alliés des Provinces-Unies, ne surent reconnaître qu'avec des restrictions. Ce fut pour les Néerlandais un premier pas vers leur indépendance et leur souveraineté nationale, finalement reconnues par le roi d'Espagne dans le traité de paix de Münster du 30 janvier 1648, où les Provinces-Unies échappèrent définitivement à la domination espagnole. Le même rang diplomatique accordé à leurs ambassadeurs n'était pas seulement la condition sine qua non posée par les Hollandais pour entrer dans les négociations substantielles, c'était déjà, de facto, leur reconnaissance sur le plan du droit international. Elle se traduisait au niveau du cérémonial par une parfaite égalité entre les deux délégations qui devaient par conséquent tenir alternativement leurs séances dans les hôtels des deux ambassades. On convint, en outre, de négocier en latin, en français ou en »néerlandais«²⁵; les résultats des négociations devaient être consignés par écrit, et ceci exclusivement en français et en néerlandais. Ces langues étaient

²⁴ Copies: AE, CP (voir n. 19) Münster I fol. 21–21'; IF, CG (voir n. 15) 87 fol. 396–397; il a été imprimé dans: Lieuwe VAN AITZEMA, *Historia Pacis, Foederatis Belgis ab Anno 1621 ad hoc usque tempus tractatae*, Leyde 1654, p. 376.

²⁵ C'est ainsi qu'on traduit généralement l'accord du 5 mai 1646; cf. DICKMANN (voir n. 10) p. 215; BOSBACH (voir n. 17); TISCHER (voir n. 20). Mais les sources disent, on l'a vu, *flamand* au lieu de *néerlandais*.

en quelque sorte aussi celles des Espagnols (l'un de leurs plénipotentiaires, Antoine Brun, était Franc-Comtois, un autre, Joseph de Bergaigne, Anversois), et le français était en même temps la langue administrative des Pays-Bas espagnols. Renoncer à l'emploi de l'espagnol dans la négociation apparaît donc comme une concession modeste de la part des Espagnols, du moins si on la compare aux autres concessions faites en faveur des Néerlandais. Il n'est pourtant pas sans intérêt de noter cette concession linguistique et de les voir renoncer (sans état d'âme?) à l'emploi de l'espagnol puisque Peñaranda, premier plénipotentiaire du roi catholique, ne parlait pas le français (du moins si l'on en croit ses propres aveux)²⁶, de sorte qu'il eût certainement été plus pratique pour lui de pouvoir s'exprimer en espagnol. Le compromis linguistique traduisit en effet la ferme volonté politique des Espagnols d'arriver à un traité de trêve ou de paix avec leur adversaire néerlandais.

Les Hollandais se servaient d'ailleurs de la même façon du français et du néerlandais dans leur correspondance avec les plénipotentiaires français²⁷.

Pour les autres puissances souveraines et les états de l'Empire, les choses sont bien plus compliquées; afin d'analyser leurs usages linguistiques, il faut opérer une distinction fondamentale, à savoir entre les négociations orales et les documents que les délégations échangeaient entre eux ou déposaient auprès des médiateurs. L'usage oral était flexible et éphémère, l'usage écrit pouvait être péremptoire et définitif; pour celui-ci, des compromis étaient donc plus difficiles à obtenir. La situation à Osnabrück, où se regroupaient les seuls États septentrionaux, est plus facile à comprendre que celle qui existait à Münster, où se côtoyaient les langues méridionales et germaniques.

²⁶ Nous remercions M. le professeur Konrad Repgen d'avoir bien voulu nous signaler ce fait.

²⁷ Ainsi que nous le rapportent d'Avaux et Servien dans une lettre du 3 mars 1645 (adressée à Brienne); APW Serie II Abt. B (voir n. 3) Bd. 2: 1645. Bearb. von Franz BOSBACH unter Benutzung der Vorarbeiten von Kriemhild GORONZY und unter Mithilfe von Rita BOHLEN, Münster 1986, n° 49.

III. Les langues, instrument des négociations

a) Les instructions données aux ambassadeurs, les langues employées dans les documents et la querelle au sujet des capacités linguistiques requises

Les Suédois étaient tenus à un usage fixé par leurs instructions. L'article 27 de leur instruction principale du 15 octobre 1641²⁸ permit aux ambassadeurs de traiter en allemand, en latin, en français ou dans une autre langue, tout en donnant la préférence au latin et en précisant que tous les documents devaient se rédiger exclusivement en latin. L'article [53] stipula l'usage de la même langue dans le traité qui serait signé à la fin des négociations.

Le chancelier de Suède, Axel Oxenstierna, confirma cet ordre en écrivant à son fils Johan, ambassadeur suédois à Osnabrück, de veiller à ce que la communication écrite avec les Allemands et les Français se fasse toujours en latin²⁹. Toutefois, l'on peut constater que le ministre résident de Suède à Münster, Schering Rosenhane, rédigea en français ses premières lettres adressées au ministre résident de France, Saint-Romain³⁰; on sait par ailleurs que Rosenhane, qui devint pendant le congrès de Westphalie ambassadeur de Suède à Paris, parlait bien le français et l'utilisait couramment dans les conférences avec les envoyés français. Or, les deux ambassadeurs suédois, Johan Oxenstierna et Salvius, lui envoyèrent, le 25 septembre 1643, l'ordre absolu de se servir dorénavant du latin dans sa correspondance avec les Français³¹. Rosenhane obéit³². Si les Suédois ne le cédaient donc pas aux Français, ils admettaient bien l'allemand dans leur correspondance avec les états de l'Empire, notamment avec leurs alliés, et en particulier le landgrave de Hesse-Cassel. Le duc du Wurtemberg s'adressait également en allemand aux Suédois et nous avons une lettre de Johan Oxenstierna aux députés bavarois du 14 octobre 1647, elle aussi en allemand³³. Par contre, certains états de l'Empire tenaient au latin traditionnel dans les relations avec les étrangers, tel l'électeur du Brandebourg, grand adversaire des Suédois à cause de leurs prétentions res-

²⁸ APW (voir n. 3) Serie I: Instruktionen. Bd. 1: Frankreich, Schweden, Kaiser. Bearb. von Fritz DICKMANN, Kriemhild GORONZY, Emil SCHIECHE, Hans WAGNER und Ernst Manfred WERMTER, Münster 1962, n° 17.

²⁹ La première fois en mars 1642: Carl C. GJÖRWELL, *Bref ifrån Svea-Rikes Cancellor Grefve Axel Oxenstierna till Grefve Johan Oxenstierna [...]* 1642–1649, t. I, Stockholm 1810, n° 5, ici p. 34; cf. aussi DICKMANN (voir n. 10) p. 214.

³⁰ Par exemple le 7/17 septembre 1643; APW II C 1 (voir n. 16) n° 25.

³¹ Ibid. n° 30.

³² Sa première lettre latine à Saint-Romain date du 28 septembre 1643; *ibid.* n° 33.

³³ APW II C 4 (voir n. 16) n° 12.

pectives sur la Poméranie, et qui leur adressa, le 10 décembre 1644, une lettre latine³⁴.

Ils employaient également (et, si l'on en croit leurs lettres publiées dans les »Acta Pacis Westphalicae«, même exclusivement) l'allemand dans leur correspondance avec les Danois, prévus initialement comme médiateurs à Osnabrück; cette médiation échoua à cause de la guerre dano-suédoise qui se termina par la paix de Brömsebro, en août 1645³⁵. Or, l'usage de l'allemand, que les négociateurs suédois parlaient couramment, à Osnabrück, avec les envoyés allemands, n'était pas seulement limité aux relations avec l'étranger, mais était aussi de mise dans la correspondance interne des Suédois. Cela s'explique partiellement par le fait que les Suédois utilisaient beaucoup d'Allemands dans leur administration et notamment dans l'armée, de sorte qu'il n'est point étonnant de voir la plus grande partie de la correspondance entre les ambassadeurs à Osnabrück et les chefs de l'armée suédoise (excepté la plupart des lettres échangées avec Wrangel) se faire en allemand; mais l'usage de l'allemand dépasse ces cas particuliers. Même une partie de la correspondance entre les deux ambassadeurs, quand ils se trouvaient en des lieux différents, et entre eux et la reine Christine se faisait en allemand. Quand la plupart des lettres allemandes de Salvius datent des moments où il est malade et que la mise au net de la correspondance incombe à son secrétaire allemand, ce dernier expédie aussi bien des lettres en suédois pour Salvius, de sorte que la nationalité allemande du secrétaire n'explique pas suffisamment ce choix linguistique. En outre Salvius écrit aussi de sa propre main des lettres allemandes, et il emploie parfois l'allemand même dans les lettres à sa reine, par exemple le 17 décembre 1648 et le 14 février 1649³⁶, la dernière accompagnée d'un postscriptum manu propria en suédois. De la même façon, Rosenhane, devenu ambassadeur de Suède à Paris, adresse, le 5 février 1649, une lettre allemande à Salvius³⁷, et la reine expédie, le 8 décembre 1646, le 1^{er} juin 1647 et le 22 février 1649, des dépêches allemandes au même et à Oxenstierna³⁸. En contrepartie, si Erskein, originaire d'Allemagne et chargé de négocier le dédommagement de l'armée suédoise au congrès, correspondait avec sa reine en allemand, il reçut en suédois l'ordre royal de partir en Allemagne³⁹.

Les Suédois cultivés sont normalement des gens trilingues; outre leur langue maternelle et l'allemand, ils maîtrisent le latin. Cette langue est aussi admise dans leur correspondance interne; outre dans les documents solennels, on la

³⁴ Extrait: APW II C 1 (voir n. 16) p. 451.

³⁵ Imprimée en suédois dans: Sverges traktater med främmande magter jemte andra dit hörande handlingar, t. V/2 (1632–1645), éd. par C[arl] HALLENDORF, Stockholm 1909, p. 595–623.

³⁶ APW II C 4 (voir n. 16) n° 467, 544.

³⁷ Ibid. n° 532.

³⁸ APW II C 3 (voir n. 16) n° 60, 228; APW II C 4 (voir n. 16) n° 553.

³⁹ APW II C 3 (voir n. 16) n° 161.

retrouve aussi – parfois, semble-t-il, par maniérisme – dans la correspondance administrative »normale«, par exemple entre Salvius et le secrétaire Gyldenklou à Stockholm, et dans la correspondance privée entre l'ambassadeur Johan Oxenstierna et son père le chancelier⁴⁰. L'emploi du latin va d'ailleurs de quelques mots insérés dans un texte suédois, ce qui est très fréquent, aux lettres intégralement rédigées dans la langue de Rome; il semble aussi de bon ton de composer le postscriptum ou la dernière phrase d'une dépêche dans une autre langue que la lettre proprement dite⁴¹, surtout en latin, particularité que l'on retrouvera aussi chez les Impériaux. Il n'est même pas exclu qu'une lettre soit rédigée en trois langues; c'est ainsi que Salvius adresse, le 1^{er} avril 1644, une lettre à Johan Oxenstierna dont la principale partie, écrite par son secrétaire Keller, est en allemand, le postscriptum, autographe, en latin, mais comportant aussi quelques mots de suédois⁴². La reine de Suède, par inclination personnelle, s'exprime aussi volontiers en français, mais très rarement dans sa correspondance officielle, sinon pour ajouter de sa propre main un postscriptum français à une dépêche suédoise, par exemple au commandant en chef de l'armée et futur roi de Suède, le Palatin Charles Gustave⁴³. Par contre, le choix du français à la fin de sa lettre à Salvius en date du 20 avril 1647⁴⁴, dont le début est en suédois, semble bien correspondre à une intention politique. Cette lettre s'insère en effet dans le contexte des différends intra-suédois qui opposaient entre autres la reine et Salvius d'un côté au chancelier Axel Oxenstierna et à son fils Johan de l'autre et au cours desquels le parti de la reine agissait parfois de concert avec les Français, notamment avec d'Avaux. Si la reine écrit donc en français à Salvius de demander à d'Avaux un service en faveur du comte Magnus de La Gardie, fils du connétable et favori de la reine, et de le remercier à cette occasion de ses services particuliers déjà rendus à la reine, ceci peut s'expliquer soit par le souci de cacher cette intimité aux yeux de Johan Oxenstierna au cas où il verrait par hasard cette lettre (il ne comprenait qu'assez difficilement le français), soit par celui de permettre à Salvius de montrer cette partie de la lettre à d'Avaux pour qu'il s'aperçoive d'autant mieux des faveurs de la reine à son égard.

Cette diversité linguistique de la correspondance se reflète par ailleurs dans l'organisation actuelle des archives de Stockholm où il y a une série pour les lettres en suédois et une autre pour les lettres soit en latin soit en allemand.

Par leur caractère polyglotte, certains personnages comme la reine Christine, Salvius, d'Avaux et Trauttmansdorff, incarnent ainsi le microcosme du monde

⁴⁰ Cf. par exemple APW Serie II Abt. C (voir n. 16) Bd. 2: 1645–1646. Bearb. von Wilhelm KOHL, Münster 1971, n° 98; APW II C 4 (voir n. 16) n° 162, 163, 166, 186, 206.

⁴¹ C'est ainsi que Salvius adresse une lettre allemande, le 30 juillet 1646, au Palatin Charles Gustave, mais son postscriptum est en suédois; APW II C 2 (voir n. 40) n° 154.

⁴² APW II C 1 (voir n. 16) n° 149.

⁴³ APW II C 4 (voir n. 16) n° 350.

⁴⁴ APW II C 3 (voir n. 16) n° 195.

diplomatique moderne, lui aussi polyglotte; les langues de la diplomatie sont le reflet de la culture de leur époque.

Malgré cette flexibilité, les ambassadeurs suédois restaient, nous l'avons vu, intransigeants envers les Français; ils rédigeaient toutes les lettres qu'ils leur envoyaient en latin. Quand Salvius eut reçu une lettre de la part des ambassadeurs français⁴⁵, le 25 décembre 1643, il s'inquiéta de ce qu'elle était écrite en français⁴⁶. Cinq jours plus tard, son collègue Oxenstierna insista de même sur l'usage du latin dans la correspondance franco-suédoise, soulignant que les arguments justifiant cette prétention ne manquaient pas (toutefois il ne les nomme malheureusement pas) et arguant que puisqu'il fallait envoyer ces lettres en Suède et que le latin y était mieux connu, leur rédaction en français serait inadmissible⁴⁷. Le 8 mars 1644, Oxenstierna adressa aux ambassadeurs français une lettre, latine évidemment, pour légitimer la guerre dano-suédoise, et dans laquelle il les pria de lui répondre au plus tôt en latin⁴⁸. Il se justifia par le fait qu'il ne parlait pas assez bien le français, ce qui était d'ailleurs juste. Le 31 mars 1644, Oxenstierna put constater avec satisfaction que d'Avaux écrivait en latin à Salvius⁴⁹.

Or, les Français n'en restèrent pas là. Finalement, ils se mirent à écrire en français, tandis que les Suédois n'abandonnèrent pas pour autant le latin. C'est pourquoi, le 12 août 1646, Salvius écrivit à d'Avaux en latin⁵⁰ au lieu que celui-ci lui répondit, six jours plus tard, en français⁵¹. Dans la correspondance avec la reine de Suède, le latin restait cependant d'usage⁵².

⁴⁵ Cette lettre fait défaut; cf. APW II C 1 (voir n. 16) p. 109 n. 1.

⁴⁶ Ibid. n° 79.

⁴⁷ Ibid. n° 87.

⁴⁸ Ibid. n° 129.

⁴⁹ Ibid. n° 147. Oxenstierna lui-même était pourtant en peine parce qu'il ne comprenait pas la fin d'une lettre que Saint-Romain avait écrite à son collègue Rorté en français le 4 mars et qu'Oxenstierna avait reçue en tant que pièce jointe à une dépêche de Rosenhane; *ibid.* p. 188. C'est pourquoi, attendant toujours l'arrivée des ambassadeurs français à Minden, il adressa une lettre à Salvius, déjà à Osnabrück, afin de lui demander des explications au sujet du paragraphe qui lui posait des problèmes de compréhension; *ibid.* n° 147.

⁵⁰ APW II C 2 (voir n. 40) n° 162.

⁵¹ Ibid. n° 167. De la même façon, quand les trois ambassadeurs français reçurent une dépêche en latin de la part de leurs homologues suédois (*ibid.* n° 181), ils leur répondirent, le 12 septembre 1646, en français (*ibid.* n° 183).

⁵² Cf. par exemple la lettre des plénipotentiaires français à la reine, minutée par d'Avaux; APW II B 4 (voir n. 19) pièce 1 jointe au n° 182. C'est une sorte de compromis que l'on retrouvera aussi au niveau des propositions délivrées par écrit dans les négociations entre Français et Impériaux, où les Impériaux usaient du latin, les Français de leur langue maternelle alors que le traité lui-même, document plus officiel et plus solennel que les simples propositions, devait se passer en latin.

Les Suédois, quant à eux, rédigeaient bien évidemment non seulement leurs lettres aux Français en latin, mais aussi celles aux Impériaux⁵³. Normalement, ils recevaient de la même façon leurs lettres des délégations siégeant à Münster en latin⁵⁴. Conscients de l'usage restreint de leur propre langue, les Suédois devaient bien évidemment aussi recourir aux autres langues pour justifier leur politique et influencer l'opinion publique. Quand, au printemps de 1644, ils publièrent un manifeste contre le Danemark, des versions latine et allemande du texte suédois étaient d'emblée prévues pour assurer sa plus grande diffusion⁵⁵. L'envoi de nombreuses pièces latines et allemandes jointes aux dépêches des plénipotentiaires suédois à leurs supérieurs de Stockholm démontrent que ces langues étaient bien connues à la Cour de Suède; plus rarement, ils y envoyaient aussi des pièces françaises sans les traduire en suédois⁵⁶, tandis qu'un document espagnol était normalement traduit ou accompagné de sa traduction⁵⁷.

Par ailleurs, le code utilisé par les Suédois dans la partie de leur correspondance qu'il fallait chiffrer peut paraître assez bizarre. En effet, ce code comprenait d'un côté des chiffres correspondant aux lettres de l'alphabet, de l'autre deux listes de mots et de noms propres, eux en allemand. C'est-à-dire que pour chiffrer les dépêches, il fallait d'abord en traduire une partie en allemand, et pour les déchiffrer, les traduire de nouveau en suédois. Il semble que ce procédé n'ait posé aucun problème majeur puisque la version »internmédiaire« allemande ne se trouve nulle part notée, la traduction se faisait donc, semble-t-il, en même temps que le codage ou le déchiffrement. L'explication de ce phénomène paraît difficile; l'éditeur du premier tome de la correspondance suédoise des »Acta Pacis Westphalicae«, Ernst Manfred Wermter, n'en avance aucune⁵⁸. Si le mélange qui découle du codage partiel en allemand

⁵³ Témoin leur dépêche aux ambassadeurs impériaux à Osnabrück, Auersperg et Krane, du 8 août 1644; APW II C 1 (voir n. 16) n° 201. Ils suivaient la même règle pour les dépêches destinées aux potentats étrangers, par exemple leur lettre au prince Georges Rákóczy de Transylvanie du même jour; *ibid.* n° 202.

⁵⁴ Citons par exemple la dépêche de l'envoyé portugais Pereira de Castro du 30 novembre 1648 (APW II C 4 [voir n. 16] n° 441) à laquelle les ambassadeurs suédois répondirent, quatre jours plus tard, aussi bien en latin (*ibid.* n° 452).

⁵⁵ Cf. APW II C 1 (voir n. 16) n° 144.

⁵⁶ Cf. par exemple *ibid.* les pièces A à X jointes au n° 367.

⁵⁷ Cf. par exemple *ibid.* pièce [X] jointe au n° 337; l'original de cette proposition espagnole avait été envoyé à Johan Oxenstierna et Salvius par Rosenhane; *ibid.* p. 574. – Par contre, il semble que Johan Oxenstierna ait eu quelque connaissance de l'espagnol, du moins commande-t-il, le 21 septembre 1645, un ouvrage de l'ambassadeur espagnol Saavedra dans sa teneur espagnole bien que celui-ci soit accessible, depuis 1640, dans une traduction latine établie par l'auteur même; APW II C 1 (voir n. 16) n° 391. – Parmi les pièces jointes à la correspondance suédoise, on trouvera aussi des lettres vénitienes adressées à la reine en italien; cf. par exemple APW II C 2 (voir n. 40) p. 26.

⁵⁸ Cf. APW II C 1 (voir n. 16) p. XXXI–XXXII; un exemple dans: APW II C 3 (voir n. 16) p. 129 n. 1.

semble à première vue plus difficile à comprendre, et donc plus difficile à déchiffrer une fois les lettres interceptées par l'ennemi, les adversaires des Suédois, Impériaux et Danois, parlaient l'allemand au moins aussi facilement que le suédois, de sorte que le secret n'en paraît pas une justification suffisante.

À Münster, la France cherchait à imposer sa langue aux autres nations, mais cette tentative se faisait très discrète. C'est ainsi que les plénipotentiaires français s'étonnèrent de ce que l'envoyé de la ville de Strasbourg, Markus Otto, leur adressât la parole en latin bien que, comme ils le lui objectèrent, le français fût connu à Strasbourg; à quoi Otto leur répondit que les Strasbourgeois étaient Allemands et parlaient donc l'allemand, tout en admettant – comme le faisaient tous les états de l'Empire – le latin comme langue plus connue; d'Avaux, content de cette réponse, répondit également en latin⁵⁹. En général, les Français au congrès devaient encore se résigner à faire accepter l'emploi de leur langue par eux-mêmes dans leurs relations avec les délégations étrangères, sans que l'heure fût déjà propice à leur imposer son usage actif.

D'Avaux et Servien n'étaient d'ailleurs point d'accord sur l'utilité ou la nécessité de parler les langues étrangères pour pouvoir assumer des missions diplomatiques. D'une manière plus générale encore, leurs avis divergeaient sur le latin que Servien parlait, semble-t-il, moins bien que son collègue⁶⁰. D'Avaux reprocha ouvertement à Servien, membre de l'Académie française, de ne pas bien parler le latin. Le différend entre les deux ambassadeurs au sujet des titres à donner au roi de France dans les lettres en latin atteignit un tel point que de toutes les options, on choisit celle qui était pour la France la pire, c'est-à-dire de suspendre l'envoi de toutes ces lettres jusqu'à ce que le procès soit tranché par la Cour, et de ne point nommer le roi dans celles qui ne pouvaient supporter aucun ajournement⁶¹. Mais d'Avaux, attaqué par Servien, alla plus loin et écrivit le 18 août 1644 à Anne d'Autriche: [Monsieur Servien] *fait aussy injure à l'université de Paris, et a tant d'aversion de la langue latine qu'il traite avec mespris ceux qui l'enseignent et ceux qui la savent. En cet endroit, Madame, je me sens obligé de vous dire très véritablement qu'elle n'est pourtant pas à mespriser. [Elle a été] employée autrefois très utilement pour l'Estat. Et il est hors de doute que sans parler latin ou alleman, il est impossible de bien servir en Allemagne ny dans tout le Nort. Il n'y a que le*

⁵⁹ Winfried KATTERFELD, *Die Vertretung Straßburgs auf dem Westfälischen Friedenskongreß*, (thèse de doctorat) Strasbourg 1912, p. 12.

⁶⁰ Si Mazarin, dont Servien était la créature, se moquait secrètement, en parlant à Lionne ou à Servien, de la vanité avec laquelle d'Avaux exposait sa connaissance du latin, l'étiquette exigeait de lui de le louer officiellement pour les lettres d'invitation des états de l'Empire au congrès expédiées le 6 avril 1644 et minutées par d'Avaux (cf. n. 73). Il écrivit donc à d'Avaux qu'elles étaient excellentes, comme toutes ses lettres latines, et qu'il les avait lues avec un grand plaisir; APW II B 1 (voir n. 3) n° 89.

⁶¹ Les lettres sur ce sujet sont trop nombreuses pour que nous puissions les citer ici; cf. *ibid.* l'index p. 917 (titres des rois de France).

*seul monsieur Servien qui s'en puisse passer. Il n'appartient qu'à luy de faire honneur et service à la France dans un païs dont il ne sçait pas la langue, ny n'a aucun usage d'une autre qui y est fort commune, et lequel par son propre aveu il ne cognoist que dans la carte. [...]. Ce n'est pas, Madame, que je vueille [!] faire parade du peu de cognoissance que j'ay des langues estrangères. La response que je fis à monsieur Servien n'en touche aucun mot, et j'avoue avec luy que cette faculté n'est pas rare ny excellente. Mais je sous-tiens contre son avis qu'elle est nécessaire aux ambassadeurs du Roy*⁶².

Il ne nous semble pas exclu que le parti du latin pris par d'Avaux contribua peut-être à pousser Servien, qui avait depuis le mois de décembre 1643 la direction de la chancellerie de l'ambassade, par une sorte d'antagonisme intrinsèque de la délégation française, à prendre celui du français dont il considérait probablement l'emploi plus digne du roi. Ainsi la »défense« de la langue française au congrès paraîtrait liée à des inimitiés entre les ambassadeurs de France⁶³.

Servien nia effectivement la nécessité de parler allemand; il répondit aux objections de d'Avaux: *Si vous voulez que je vous parle franchement, on peut avoir quelque connoissance dans les affaires d'Allemagne sans parler Alleman & sans y avoir demeuré aussi long-temps que vous*⁶⁴. Cependant, on ne peut pas penser que Servien pouvait se dispenser de l'usage du latin dont il savait bien qu'il fallait le maîtriser pour les négociations. De sorte qu'il écrivit à Henri de La Court lorsque celui-ci s'apprêtait à prendre ses fonctions de résident à Osnabrück: *Il faudra que vous vous exerciez un peu en venant dans la langue latine, parce que vous en aurez souvent besoin dans les conférences que vous aurez avec les députez qui sont [à Osnabrück], et pour les affaires vous en sçavez aultant que moy dans huit jours*⁶⁵.

Si La Court rapporte, le 1^{er} décembre 1646⁶⁶, qu'il a essayé de parler allemand à un secrétaire à Osnabrück, ce qui semble attester quelques connais-

⁶² Original: AE, CP (voir n. 19) Allemagne 33 fol. 281–286, citation fol. 284^v–285; résumé en allemand: APW II B 1 (voir n. 3) n° 215. Sur cette querelle au sujet des capacités requises cf. aussi Anne-Marie ENAUX, Les plénipotentiaires français en Westphalie, dans: 1648 – la paix de Westphalie – vers l'Europe moderne. (Catalogue de l'exposition, Monnaie de Paris 1998) Paris 1998, p. 125–134, ici p. 130.

⁶³ Notons qu'en tout cas, ce fut au moment où Servien dirigeait la chancellerie de l'ambassade que le français s'imposa dans les lettres des plénipotentiaires français à leurs homologues suédois (ceux-ci commencèrent en effet fin décembre 1643 à s'en plaindre), et qu'il minuta personnellement bon nombre d'entre elles. Par contre, d'Avaux s'adressa, le 8 avril, le 30 juin et le 15 juillet 1644, en latin à Oxenstierna, et minuta, à l'automne 1646, une lettre latine à la reine de Suède; cf. n. 52.

⁶⁴ Lettre du 6 août 1644; Négociations secrètes touchant la paix de Münster et d'Osnabrug [...]. [Par Jean LE CLERC D'AMSTERDAM]. 4 vol. La Haye (J. Neaulme) 1725–1726 (NS) t. I p. 83–107, citation p. 89.

⁶⁵ Lettre du [7] juillet 1646 (voir n. 19).

⁶⁶ Lettre adressée à Servien; original: AE, CP (voir n. 19) Allemagne 67 fol. 394.

sances, il doit avouer, le 17⁶⁷, ses problèmes de compréhension lors d'un dîner chez Salvius où l'un des personnages présents ne parlait ni le latin ni le français. Contrairement aux allégations de Servien, qui devait soutenir, comme l'a montré l'étude récente d'Anuschka Tischer⁶⁸, son ami malgré son incompetence, on peut donc soutenir que le manque de connaissances d'allemand de La Court nuisait à la France. En tout cas, il fournit un argument ou du moins un prétexte aux alliés suédois pour l'exclure des pourparlers, ainsi qu'ils l'avaient auparavant fait avec son prédécesseur La Barde. En effet, si l'on en croit la lettre d'Oxenstierna et de Salvius à Servien du 4 mars 1648⁶⁹, l'une des raisons pour lesquelles ils justifiaient son exclusion de leurs négociations avec les Impériaux et les états de l'Empire fut que celui-ci ne maîtrisait pas l'allemand et que si les Suédois devaient en conséquence lui servir d'interprètes, cela pouvait se faire plus facilement après que durant les séances. Même si ce ne fut qu'un prétexte des Suédois pour masquer leur désir de ne pas laisser l'allié français voir de trop près l'état de leurs négociations, qui avançaient à l'époque assez vite, il en résulta un tort indéniable pour la délégation française. Si Servien réfuta quatre jours plus tard cet argument linguistique, il admit toutefois que La Court ne fût informé par les Suédois des propos qu'on avait tenus qu'une fois la séance terminée⁷⁰; on voit que la présence française ne pouvait donc y être que symbolique, une participation réelle de La Court aux négociations étant du point de vue linguistique exclue.

Les Allemands, quant à eux, tenaient au latin, deuxième langue officielle du Saint-Empire depuis la capitulation impériale de l'Empereur Charles-Quint (1519)⁷¹. Le latin s'employait notamment dans les relations de l'Empire et de ses états avec l'étranger. C'est pourquoi les plénipotentiaires de l'Empereur protestèrent lorsque les Français leur soumièrent leur première proposition en français⁷². Or, non seulement les Impériaux, mais aussi les états de l'Empire

⁶⁷ Lettre adressée au même; original autographe, non signé: *ibid.* 68 fol. 136–136'.

⁶⁸ TISCHER (voir n. 20).

⁶⁹ APW II C 4 (voir n. 16) n° 154.

⁷⁰ *Ibid.* n° 159.

⁷¹ Imprimée dans: Kaiser, Reich und Reformation 1517 bis 1525 [...]. Bearb. von Ernst WALDER, Berne, Francfort-sur-le-Main ⁴1974 (Quellen zur Neueren Geschichte, 3) p. 25–34, ici p. 29. La Bulle d'or n'avait par contre pas fixé les langues officielles de l'Empire bien qu'elle eût obligé les princes électeurs à apprendre à leurs fils ou successeurs outre l'allemand, le latin, l'italien et le tchèque (*Sclavica lingu[a]*), *cum illud non solum utile, ymo ex causis premissis summe necessarium habeatur, eo quod ille lingue ut plurimum ad usum et necessitatem sacri Romani imperii frequentari sint solite et in hiis plus ardua ipsius imperii negocia ventilentur*; Die Goldene Bulle Kaiser Karls IV. 1356. Lateinischer Text mit Übersetzung. Bearb. von Konrad MÜLLER, Berne ³1970 (Quellen zur Neueren Geschichte, 25) p. 98.

⁷² DICKMANN (voir n. 10) p. 214; cf. aussi APW (voir n. 3) Serie III Abt. C: Diarien. Bd. 2/1–2/2: Diarium Volmar 1643–1649. Bearb. von Joachim FOERSTER und Roswitha PHILIPPE, Münster 1984; Bd. 2/3: Register. Bearb. von Joachim FOERSTER und Antje OSCHMANN, *ibid.* 1993, ici t. 2/1 p. 452–453.

exigeaient l'emploi du latin. En conséquence, d'Avaux et Servien, par exemple, leur adressèrent leurs lettres circulaires du 6 avril et du 4 septembre 1644 en latin⁷³; en effet, pour mettre ou maintenir les états de l'Empire dans de bonnes dispositions à leur égard (pouvons-nous supposer), ils ne pouvaient pas se permettre la même liberté qu'envers les Impériaux et ils devaient craindre qu'une lettre française puisse les choquer et ainsi les dissuader de venir au congrès.

L'allemand était la principale langue employée dans la correspondance entre les états de l'Empire et entre ceux-ci et l'Empereur. Mais ici encore il y a des exceptions; c'est ainsi qu'on voit l'évêque d'Osnabrück, Wartenberg, adresser au premier plénipotentiaire de l'Empereur, Trauttmansdorff, une lettre italienne⁷⁴ et ce dernier lui répondre en latin⁷⁵. Le latin, tout comme chez les Suédois, est aussi parfois utilisé dans la correspondance entre la Cour impériale de Vienne et les ambassadeurs impériaux au congrès⁷⁶. Cette langue était aussi utilisée dans les expertises internes des conseillers juridiques de l'Empereur⁷⁷.

Outre le latin, l'Empire connaissait aussi l'emploi de l'italien dans ses relations avec l'étranger; cette langue se trouve par exemple employée dans la correspondance du duc Nicolas François de Lorraine avec Trauttmansdorff⁷⁸, ou dans celle du duc de Bavière avec le nonce Bagni à Paris⁷⁹; pour autant, si l'italien est d'usage, ce n'est pas une langue officielle de l'Empire, de sorte qu'il est logique que l'Empereur lui-même réponde en latin au duc Nicolas François⁸⁰.

⁷³ Celle du 6 avril en latin et en français dans: NS (voir n. 64) t. I p. 247–250; la lettre du 4 septembre, également en latin et en français: *ibid.* p. 289–293.

⁷⁴ APW (voir n. 3) Serie II Abt. A: Die kaiserlichen Korrespondenzen. Bd. 3: 1645–1646. Bearb. von Karsten RUPPERT, Münster 1985, p. 453.

⁷⁵ *Ibid.* p. 453–454.

⁷⁶ Par exemple, le vice-chancelier de l'Empire, Kurz, écrit le 23 octobre 1646, une lettre en latin à Trauttmansdorff; APW Serie II Abt. A (voir n. 74) Bd. 5: 1646–1647. Bearb. von Antje OSCHMANN, Münster 1993, n° 85.

⁷⁷ Cf. par exemple *ibid.* pièce [1] jointe au n° 138. A part le latin, les Impériaux sèment parfois des mots italiens dans leurs lettres. Notons par exemple que le 4 janvier 1647, Trauttmansdorff informa l'Empereur de l'état de la négociation au sujet de Porto Longone, dont Français et Espagnols se disputaient la possession, en lui écrivant: *per il porto di Longone siamo longhi dal porto – pour Porto Longone, nous sommes loin du port*; *ibid.* n° 195. C'est une des *fleurettes italiennes* qui, d'après Moser, ornent la langue des Impériaux au congrès de Westphalie; cf. Friderich Carl Mosers, *Hochfürstlich=Hessen=Homburgischen Hof=Raths, Abhandlung von den Europäischen Hof= und Staats=Sprachen, nach deren Gebrauch im Reden und Schreiben. Mit authentischen Nachrichten belegt.* Francfort-sur-le-Main (J. B. Andreae) 1750, p. 18.

⁷⁸ APW II A 3 (voir n. 74) p. 221–222.

⁷⁹ APW II B 2 (voir n. 27) p. 650–651.

⁸⁰ APW II A 3 (voir n. 74) p. 404–405.

Les textes qui devaient servir de base à la négociation, c'est-à-dire les documents dans lesquels les délégations résumaient leurs prétentions, répondaient à celles de leurs parties ou contenaient des articles à insérer dans le traité de paix, étaient normalement (mais pas toujours) rédigés en latin par les Impériaux et les Suédois, en français par les Français. Les Espagnols usaient de l'espagnol envers ces derniers⁸¹.

Or, souvent les documents n'étaient pas préparés par les délégations ni remis aux médiateurs ou à leurs parties, mais il s'agissait de notes prises au cours des conférences, en général par les médiateurs. Dans les papiers de Chigi, de Contarini et des grandes puissances, on trouve par conséquent un très grand nombre de documents qui fixent le résultat d'une négociation; les notes que les médiateurs ont prises sont en règle générale en italien, langue qui devient ainsi, par les médiateurs, l'une des principales de tout le congrès, car c'est dans celle-ci que les médiateurs résumaient les propositions, soumises, le cas échéant, en français ou en espagnol⁸², et souvent le texte italien était ensuite traduit en latin⁸³.

b) Les langues employées dans les conférences

Contrairement à ce qui concerne l'usage écrit, il est assez difficile de saisir l'emploi des langues dans les négociations orales; cette tâche se heurte à de

⁸¹ Pour les actes bilingues délivrés par les Espagnols aux Français voir ci-dessous. — Dans les négociations entre l'Espagne et les Provinces-Unies, comme nous l'avons vu, on utilisa le français et le néerlandais; c'est pour cette raison que les articles provisionnels signés par les Espagnols et par sept des huit ambassadeurs hollandais le 8 janvier 1647 sont rédigés dans l'une et l'autre langue; description des originaux: lettre adressée par Longueville et d'Avaux à Servien, 10 janvier 1647 (original: AE, CP [voir n. 19] Allemagne 98 fol. 57–61); texte français des articles: DUMONT VI/1 (voir n. 13) p. 360–365; texte néerlandais: cf. APW III B 5 (voir n. 121) p. 795. Il en va de même pour le traité particulier du 30 janvier 1648; cf. n. 22.

⁸² Chigi avouait qu'il écoutait ses interlocuteurs en français ou en espagnol, tout en leur répondant en italien; nous remercions M. le professeur Konrad Reppen d'avoir bien voulu nous signaler ce fait. Après cet exposé, nous avons d'ailleurs entrepris une étude »Die Nuntiatürberichte Fabio Chigis als Quelle für die diplomatischen Sprachgewohnheiten auf dem Westfälischen Friedenskongreß« qui sera bientôt terminée.

⁸³ Cf. n. 8. Pour citer un exemple qui démontre en même temps que ce procédé affecte également le traité de la Suède, signalons les notes de Contarini du 30 novembre 1646 sur l'accommodement entre Salvius et les plénipotentiaires français au sujet de la récompense à accorder au Brandebourg pour la cession de la Poméranie; copie, en italien: Paris, Bibliothèque de l'Assemblée Nationale ms. 276 fol. 389. On pourrait également citer les articles provisionnellement accordés, le 13 septembre 1646, entre les Impériaux et les Français au sujet du dédommagement de la France; cf. Konrad REPPEN, Die kaiserlich-französischen Satisfaktionsartikel vom 13. September 1646 – ein befristetes Agreement, dans: DUCHHARDT (voir n. 5) p. 175–216, avec l'édition du texte latin conservé par Chigi, p. 204–213.

nombreux obstacles: d'abord nos sources ne parlent qu'exceptionnellement des langues employées au congrès, rares sont les témoignages directs, qui se trouvent surtout au début du congrès; c'est ainsi que les Impériaux soulignent, le 24 mars 1644, l'emploi du français dans une conférence avec d'Avaux qui avait eu lieu le 21⁸⁴, et celui du latin par Chigi le lendemain⁸⁵. Par ailleurs, certains personnages ou délégations sont plus enclins à rapporter l'usage des langues, les Suédois plus que les Français ou les Impériaux, délégation dans laquelle le journal de Volmar, source excellente, représente pourtant une notable exception⁸⁶. Ensuite, quand les correspondants citent les discours de leurs interlocuteurs, ils les traduisent assez souvent, notamment les Français⁸⁷.

⁸⁴ APW Serie II Abt. A (voir n. 74) Bd. 1: 1643–1644. Bearb. von Wilhelm ENGELS unter Mithilfe von Elfriede MERLA, Münster 1969, n° 206, ici p. 315.

⁸⁵ Ibid. p. 317.

⁸⁶ Voir n. 72.

⁸⁷ Heureusement, nous avons un témoignage qui atteste cette particularité: en effet, le 3 mars 1645, d'Avaux et Servien rapportèrent à Brieune sous la forme du discours direct des propos adressés par Salvius à l'agent impérial Peschwitz; APW II B 2 (voir n. 27) n° 49. Il découle cependant de la suite de leur lettre que ces propos furent tenus en allemand. Dans la lettre adressée par Longueville, d'Avaux et Servien à Brieune le 12 août 1645 (ibid. n° 185), on trouvera pourtant une exception à cette règle: si Contarini y est toujours cité en français, ses derniers mots dans la conférence, très idiomatiques et donc très difficiles à traduire, y sont rapportés en italien. De même dans une lettre de d'Avaux et de Servien à Brieune en date du 20 juin 1645 (ibid. n° 143): Contarini y est cité en latin; les plénipotentiaires français soulignent, de plus, qu'il s'est exprimé dans cette langue et qu'il a répété ladite phrase à deux reprises. Quand le sens d'une phrase, comme ce fut le cas ici, n'était pas tout à fait clair, difficile à rendre en français, ou qu'il s'agissait de la clause d'une proposition ou d'une stipulation d'un traité (où le mot est *sacramental*, comme dit, au XVIII^e siècle, Charles François Lefèvre de La Maillardière), on pouvait en effet l'insérer dans sa teneur originale dans la correspondance française, à condition qu'il s'agisse d'une langue connue en France comme le latin, l'italien et l'espagnol. Si l'italien (qui se place derrière le latin) est assez fréquent (on peut par exemple noter les citations des propos de Chigi dans la lettre de d'Avaux à Brieune du 24 novembre 1644; APW II B 1 [voir n. 3] n° 297), l'allemand ne fait pas partie de ces langues-là, c'est pourquoi aussi les pièces allemandes jointes aux dépêches sont normalement traduites en français, ce qui témoigne d'un effort constant et régulier de traduction dans les chancelleries de l'ambassade française au congrès. Citons à ce propos la réponse des députés des princes et des villes présents à Osnabrück en date du 29 juin 1645 à la proposition de Volmar au sujet du mode de travail à adopter pour leurs délibérations, qui fut envoyée à Paris le 8 juillet; APW II B 2 (voir n. 27) pièce jointe au n° 160 (traduction latine). À cela s'ajoute le problème des citations dans les conférences qui nous sont rapportées dans les dépêches ou dans les procès-verbaux. On citait par exemple, dans les négociations, des proverbes (juridiques) et des auteurs étrangers ainsi que des documents dans leur langue originale, sans qu'il soit toujours à première vue évident qu'il s'agisse d'une citation. Le congrès, paraît-il, sert aussi à propager les proverbes et les expressions idiomatiques; c'est pourquoi Lamberg, dans une lettre à son collègue Trauttmansdorff du 8 octobre 1646 (APW II A 5 [voir n. 76] n° 56), suppose que Salvius a tiré des Français l'expression *un beau rien entre deux plats*. En revanche, l'emploi d'une expression idiomatique peut être hautement significative de l'utilisation d'une certaine langue. Quand, le 23 novembre 1646, Oxenstierna qui parlait avec une très grande facilité l'allemand, dit aux Impériaux qu'il avait la veille assez fran-

Le même problème ressurgit, dans toute son acuité, dans les procès-verbaux des collèges où s'assemblaient les états de l'Empire. En effet, comme Maria-Elisabeth Brunert a pu le montrer pour le collège des princes à Osnabrück⁸⁸, les notes prises par les secrétaires durant les séances comportent plus de mots latins que les procès-verbaux mis au net, et les procès-verbaux de plusieurs délégations portant sur la même séance divergent dans l'emploi du latin et de l'allemand; apparemment, les comtes de Vétéravie et le directoire de Magdebourg utilisent plus fréquemment le latin que les autres délégations. Mme Brunert constate qu'il est pratiquement impossible d'établir si, ou dans quelle mesure le latin fut employé dans ces séances. Elle apporte des preuves concluantes pour son hypothèse selon laquelle certaines parties des discours, probablement tenus en allemand, auraient été notées en latin à cause de la brièveté de cette langue par rapport à l'allemand. Cependant, des doutes sur l'usage oral de ces deux langues subsistent.

On peut néanmoins, malgré toutes ces difficultés et en prenant quelques précautions, dresser le constat suivant: à Osnabrück, on parlait en général un allemand parsemé de latin tandis qu'à Münster, nous trouvons, à côté du latin, surtout le français – pourtant moins répandu qu'au milieu du siècle suivant – et l'italien. Nous y retrouvons d'ailleurs le latin non seulement dans les conférences, mais aussi dans les rues⁸⁹.

Le discours direct employé dans les correspondances nous montre qu'à Osnabrück, les Suédois Salvius et Oxenstierna parlaient allemand au député

chement expliqué sa position sur la cession de la Poméranie aux Brandebourgeois, il se servit de la formule *Teütsch gnug zu verstehen geben* (cf. le procès-verbal de la conférence dressé par les Impériaux, *ibid.* pièce [1] jointe au n° 134); si l'on veut traduire littéralement: *J'ai assez fait comprendre l'allemand aux Brandebourgeois*. Ceux-ci ne voulaient apparemment pas rester en demeure puisque leur envoyé Löben souligna, six semaines plus tard, l'intransigeance de son maître en recourant à la même expression; *ibid.* n° 194. Il va sans dire que la correspondance des diplomates comporte, plus ou moins fréquemment selon leur nationalité, les concepts ou formules latins du droit international qu'ils trouvaient maintes fois dans les traités (de paix) et dans les ouvrages de droit, et qui constituaient en quelque sorte leur pain quotidien, de sorte que des expressions telles que *beneficium de non appellando* ou *facultas addendi et corrigendi* (cf. par exemple APW II C 2 [voir n. 40] p. 279, 422) attestent bien l'usage de ces termes dans les conférences, mais ne représentent qu'un indice d'une valeur limitée pour évaluer le degré de latinité des négociations.

⁸⁸ APW (voir n. 3) Serie III Abt. A: Protokolle. Bd. 3/1–3/2: Die Beratungen des Fürstenrates in Osnabrück 1645–1646. Bearb. von Maria-Elisabeth BRUNERT, Münster 1998, Einleitung, t. I p. LVI–CXL, en particulier p. CXXVIII–CXXIX et p. CXXXVIII; nous remercions Mme Brunert d'avoir bien voulu nous communiquer son manuscrit pour notre exposé; entre-temps le volume a été publié.

⁸⁹ Johan Oxenstierna, par exemple, rapporta le 27 avril 1648 à sa reine, l'assaut que les Espagnols avaient donné au domicile des Portugais, non reconnus par eux comme ambassadeurs; APW II C 4 (voir n. 16) n° 223. Il nota en latin les injures qui avaient précédé cet acte de violence et que les Espagnols avaient criées en passant devant l'ambassade portugaise, ainsi que la réponse des Portugais.

brandebourgeois Löben⁹⁰, le Français La Court latin avec les Impériaux Lamberg et Krane⁹¹, ou encore qu'à Münster, Théodore Godefroy s'exprimait également en latin⁹². Nous avons aussi des témoignages attestant l'emploi du latin par un député néerlandais parlant à l'ambassadeur impérial Nassau⁹³, ou de la langue italienne par le comte d'Avaux envers les députés brandebourgeois, les médiateurs Chigi et Contarini et l'évêque d'Osnabrück, Wartenberg⁹⁴.

Dans les conférences, il semble fréquent que les interlocuteurs s'expriment dans des langues différentes. Ainsi, Nassau s'adresse en français à Wartenberg, qui répond, ainsi que nous le rapporte le Suédois Rosenhane⁹⁵, en italien. Le Vénitien Contarini s'exprime en italien quand il reçoit Rosenhane tandis que celui-ci lui répond en latin, ainsi qu'il le mande, le 24 mai 1644, aux ambassadeurs Oxenstierna et Salvius⁹⁶.

Rosenhane, qui souligne que lui et Contarini se sont exprimés dans leur langue respective durant toute la conférence, est d'ailleurs une excellente source pour l'emploi des langues au congrès parce qu'il en rend compte dans sa correspondance et qu'il cite souvent les discours de ses interlocuteurs dans leur teneur originale, comme Contarini en latin dans une lettre du 8 novembre 1644⁹⁷; le rapport d'une conférence avec Saavedra, du 13 octobre 1645, comporte une citation espagnole⁹⁸. Le 30 janvier 1646, il rend compte d'une visite chez les plénipotentiaires néerlandais qui venaient d'arriver au congrès; il parla allemand, eux néerlandais⁹⁹. Nous savons aussi que Rosenhane parlait régulièrement français avec l'ambassadeur Abel Servien, puisque, par exemple, il le cite en français quand il rend compte de sa visite dans une lettre du 4 juin 1644, destinée elle aussi à Oxenstierna et Salvius¹⁰⁰. Par contre, lorsque Sal-

⁹⁰ APW II A 5 (voir n. 76) n° 158, 194.

⁹¹ Ibid.

⁹² Ibid. n° 189.

⁹³ Procès-verbal de Nassau, 24 janvier 1647; *ibid.* pièce [1] jointe au n° 227.

⁹⁴ Procès-verbal de la conférence entre le Brandebourgeois Fromhold et les Impériaux, 6 février 1647; *ibid.* pièce 2 jointe au n° 245; cf. aussi AE, CP (voir n. 19) Allemagne 73 fol. 362'-364', *notes* anonymes concernant le cérémonial: *Monsieur d'Avaux parlant d'ordinaire italien avec l'évesque d'Osnabruc le traite quelquefois de Monsignor [...]* *Monsieur d'Avaux parle italien avec le Nonce, Venise et Osnabruc.*

⁹⁵ Le 2 décembre 1644; APW II C 1 (voir n. 16) n° 253.

⁹⁶ Ibid. n° 159.

⁹⁷ Ibid. n° 245.

⁹⁸ Ibid. n° 404.

⁹⁹ APW II C 2 (voir n. 40) n° 33.

¹⁰⁰ APW II C 1 (voir n. 16) n° 165. Ses rapports suivants, en date des 10 et 14 juin 1644 (*ibid.* n° 174, 179), montrent que cette conférence ne fut pas du tout exceptionnelle, du point de vue linguistique, et qu'on recourait habituellement dans ces entrevues entre lui et Servien au français comme langue de la conversation. Il découle d'ailleurs de certaines lettres postérieures que le même usage fut observé dans ses entrevues avec les autres ministres français à Münster, et que non seulement les Français eux-mêmes, mais aussi lui, Rosenhane, parlaient dans ces occasions français; on trouvera par exemple la citation de sa réponse

vius était à Münster pour traiter avec ses homologues français, les fréquentes citations latines qu'il employa dans son rapport à Oxenstierna du 29 juin 1644¹⁰¹ nous incitent à penser que ces conférences se tenaient en latin. Il convient de noter, dans ce contexte, que Salvius, plus conscient du rôle politique des langues et moins propice aux concessions dans ce domaine, avait, en tant que ministre plénipotentiaire et ambassadeur, un rang bien plus éminent que Rosenhane et que ses visites gardaient par conséquent un caractère plus solennel que celles d'un simple ministre résident; en effet, un ambassadeur incarne, au niveau du cérémonial, le souverain qu'il représente et ne peut donc pas faire les mêmes concessions qu'un résident subalterne.

La plus grande flexibilité de l'usage oral des langues se manifeste aussi quand Trauttmansdorff instruit, le 21 septembre 1646¹⁰², ses collègues Lamberg et Krane, au sujet des titres à accorder au duc de Longueville respectivement en latin et en français. Il n'avait donc rien contre l'emploi du français dans les conférences. Néanmoins, les procès-verbaux des conférences entre les ambassadeurs impériaux et français des 26 et 27 septembre 1646¹⁰³, comportent plusieurs citations des discours du comte d'Avaux en latin de sorte qu'il est à supposer que c'était la principale langue de la conversation. Pourtant, le français fut effectivement employé dans la négociation entre Français et Impériaux, et plus particulièrement par le comte de Nassau. Cet usage est attesté aussi bien par le journal de Volmar¹⁰⁴, collègue de Nassau, que par la correspondance des plénipotentiaires français.

Nous retrouvons d'ailleurs chez les Impériaux les mêmes différences, quoique moins aiguës, que chez les Français. En effet, si Nassau admet le français qu'il parle bien, Volmar insiste sur le latin et l'italien.

Voici le rapport sur leur première conférence avec les Impériaux que Longueville, d'Avaux et Servien envoyèrent à Brienne le 28 octobre 1645: *Nous remismes il y a huit jours à vous mander par cet ordinaire ce qui s'est passé en la visite que les plénipotentiaires de l'Empereur nous ont faite. [...] La première chose qu'ils firent fut d'envoyer demander l'audience par deux gentilshommes avec le titre d'Altesse au premier de nous, et estans venus le lendemain après que le comte de Nassau eut fait son compliment en françois sans user d'aucun titre, son collègue [Volmar] prit la parole ainsy qu'il a accoustumé et dans une longue harangue latine, suivie d'un discours italien donna tousjours le titre d'Altesse et d'Excellence selon qu'il adressa sa parole. Il est à remarquer qu'il parla par ordre de l'Empereur au nom du comte*

française au baron de Rorté, dans sa lettre à Johan Oxenstierna du 21 juillet 1644; *ibid.* n° 193.

¹⁰¹ *Ibid.* n° 186.

¹⁰² APW II A 5 (voir n. 76) n° 13.

¹⁰³ *Ibid.* pièce 2 jointe au n° 28.

¹⁰⁴ Cf. MOSER (voir n. 77) p. 49–52 (extraits du journal de Volmar, édition de Cortrejus).

*de Nassau et au sien, et qu'outre qu'il est en pareille autorité que ledict comte tous les ministres de l'assemblée luy donnent la main [droite] et le titre d'Excellence et luy font les mesmes honneurs qu'à son collègue. Nous rendis-mes la visite aux Impériaux quatre jours après où les mesmes choses furent observées*¹⁰⁵.

Les conférences des Impériaux étaient donc marquées par un mélange de plusieurs langues; ceci est d'ailleurs valable non seulement pour leurs entrevues avec les Français, mais aussi avec les Espagnols. C'est ainsi que Volmar nota dans son journal, le 8 novembre 1643, la description d'une visite »polyglotte« chez les Espagnols; l'allemand parsemé de latin et d'italien qu'écrivit Volmar la rend pratiquement intraduisible¹⁰⁶.

IV. Les langues, objet des négociations

Or, la langue ne fut pas seulement l'instrument, mais aussi l'un des objets des négociations en Westphalie. Dans certains cas, les différends se réglèrent vite. Nous avons vu que les Suédois étaient tenus, par leurs instructions, à veiller à l'usage du latin dans tous les documents. Pourtant, la première proposition qu'ils reçurent de la part des Impériaux, le 4 décembre 1644, était dressée en allemand¹⁰⁷. Ils prièrent par conséquent les Impériaux de leur soumettre dorénavant leurs propositions en latin, comme cela se faisait à Münster, et ils l'emportèrent peut-être grâce à leur argument de poids: ce fut la menace de répondre en suédois au cas où les Impériaux auraient encore une fois l'audace d'utiliser l'allemand¹⁰⁸. Si le 21 décembre, Lamberg et Krane refusèrent cependant de renoncer totalement à l'allemand et exigèrent de pouvoir continuer à se servir dans la négociation également du latin et de l'allemand selon ce qui

¹⁰⁵ APW II B 2 (voir n. 27) n° 247, citation p. 794.

¹⁰⁶ Si l'on veut éviter qu'elle ne perde toute sa saveur; c'est pourquoi nous la citerons dans sa teneur originale: *Sontags, den 8., haben wir sambtlich don Diego Savedra visitirt. Der hatt unß durch zween seiner ministrorum zu eingang des hofffs empfangen und biß zum untern saal vorgehen lassen, allda er und conte Zapata unß empfangen und hinauff beglaitet. Die visita bestundt in meris salutationibus, so herr graf Französisch that, ich mit wenigem Italianisch secundirte, darauß seind di discursi in Italiano et Franceso [Francese?] durch-einander gangen*; APW III C 2 (voir n. 72) p. 19. Ces descriptions pittoresques et vivaces font du journal de Volmar la meilleure source de l'emploi des langues, du moins à Münster; si nous l'avons peu citée, c'est parce qu'il faut la lire dans sa version originale.

¹⁰⁷ Cf. APW Serie II Abt. A (voir n. 74) Bd. 2: 1644–1645. Bearb. von Wilhelm ENGELS. Mit einem Nachtrag von Karsten RUPPERT, Münster 1976, p. 113.

¹⁰⁸ Cf. le procès-verbal des Impériaux du 21 décembre 1644 (ibid. pièce [1] jointe au n° 61) et la lettre adressée par Johan Oxenstierna et Salvius à la reine Christine le 30 décembre 1644 (APW II C 1 [voir n. 16] n° 264).

paraîtrait plus pratique et plus utile¹⁰⁹, le problème des langues ne se posa plus, de facto, d'une manière aiguë entre les Suédois et les Impériaux¹¹⁰.

Mais les négociations au sujet des langues pouvaient aussi se régler moins rapidement, ou même jamais, et on les retrouve tout au long du congrès. Le 22 novembre 1646, par exemple, en plein congrès, Oxenstierna écrivit à Salvius qu'il avait refusé le plein pouvoir brandebourgeois pour traiter de la Poméranie entre autres parce qu'il n'était pas en latin¹¹¹; et ce ne fut que six jours avant la signature du traité de Münster que Servien se chargea de faire publier sa ratification par le roi de France en latin¹¹².

Si nous avons considéré la rapidité avec laquelle les Espagnols et les Néerlandais étaient parvenus à un accord sur les langues admises dans leur négociation, ce rapprochement préfigurait, ainsi qu'on a pu le constater par la suite, la diligence dans la négociation sur les points essentiels du traité, qui devait mener à la signature de ses articles (bien que provisoires) sept mois plus tard¹¹³. Les 15 et 16 mai 1648, les Espagnols et les Néerlandais purent enfin ratifier, jurer et publier leur traité particulier; à cette occasion, très solennelle et officielle, on utilisa le latin, le français, l'espagnol et le néerlandais¹¹⁴.

Contrairement aux Néerlandais, les Français ne parvinrent jamais à un accord linguistique formel avec l'Espagne¹¹⁵. Ils soumettaient leurs propositions en français et en recevaient les réponses en espagnol. Quand, après la signature des articles provisionnels entre l'Espagne et les Provinces-Unies, les négociations franco-espagnoles entrèrent dans une grave crise qui ne devait jamais être complètement surmontée jusqu'à leur échec définitif en 1648¹¹⁶, les Espagnols allèrent jusqu'à faire vibrer la corde de la question de la langue dans laquelle le traité serait rédigé. Le 12 février 1647, Longueville rendit compte [à d'Avaux] d'une conférence avec les médiateurs hollandais qui lui avaient transmis la demande de Peñaranda d'accepter les articles de son projet en espagnol et d'acquiescer à la rédaction bilingue du traité, en espagnol et en français¹¹⁷. Bien que cette demande semblât mesurée, Longueville la refusa en alléguant l'exemple des traités précédents qui s'étaient faits en français seul et

¹⁰⁹ Cf. le procès-verbal cité n. 108.

¹¹⁰ Moser n'a donc pas raison de reprocher aux Suédois, et particulièrement à la reine Christine, leur intransigeance au sujet des langues; MOSER (voir n. 77) p. 23.

¹¹¹ APW II C 3 (voir n. 16) n° 34.

¹¹² APW III C 2 (voir n. 72) p. 1154.

¹¹³ Cf. n. 81.

¹¹⁴ Ce fait nous a été signalé par M. le professeur Konrad Repgen auquel nous exprimons notre gratitude.

¹¹⁵ Cf. pourtant ci-dessous l'ordre de Brieenne.

¹¹⁶ Sur les négociations franco-espagnoles en Westphalie cf. TISCHER (voir n. 20). Mme Tischer souligne, entre autres, les différences considérables qu'il y a entre les versions françaises et espagnoles des documents échangés entre les deux délégations via les Hollandais.

¹¹⁷ Original: AE, CP (voir n. 19) Allemagne 87 fol. 313-313'.

en soulignant que les Espagnols les avaient fait imprimer, à Anvers¹¹⁸, de même uniquement en français. Les Espagnols répliquèrent que ce n'était vrai que pour le traité de Vervins et que celui-ci avait été négocié non pas par le roi d'Espagne, mais par procuration par l'archiduc Albert, gouverneur général des Pays-Bas. Le 15 mars 1647, Brienne envoya enfin l'ordre au duc de Longueville d'agréer la rédaction d'un traité bilingue, en français et en espagnol, fondée sur la coutume, tout en déplorant les longueurs survenues dans les négociations substantielles¹¹⁹. Les Espagnols, pour leur part, acceptèrent eux aussi le principe bilingue et rédigèrent leur prochain projet de traité et en français et en espagnol¹²⁰.

Au même moment, la crise des relations entre la France et son allié néerlandais devint flagrante par le mauvais accueil fait par les Hollandais à Servien qui était arrivé à La Haye le 8 janvier 1647 pour négocier avec les alliés un traité de garantie mutuelle du futur traité de paix à conclure à Münster¹²¹. La péripétie politique entraîna ici encore un incident linguistique dont Mazarin s'inquiéta beaucoup; le 8 février, il écrivit en effet à Servien: *On m'a dict que Messieurs les Estatz avoient respondu en latin à vostre harangue quoyqu'ilz ne l'ayent jamais faict à aulcun ambassadeur du Roy et qu'ilz ayent tousjours parlé françois. Cela seroit bien mal et j'ay peine à le croire*¹²².

La rupture politique se traduisit d'une manière analogue à la crise, par un durcissement linguistique; par exemple, quand l'électeur de Bavière eut révoqué la trêve passée avec la Suède en mars 1647, par une lettre en allemand à la

¹¹⁸ Il s'agit très certainement de Jean-Jacques CHIFFLET, Recueil des traittez de paix, trêves et neutralité entre les couronnes d'Espagne et de France, Anvers (Imprimerie Plantinienne de B. Moretus) 1643 (2^e édition ibid. 1645 et s.l. s.d.; 3^e édition ibid. 1669).

¹¹⁹ Traduction espagnole dans: Colección de documentos inéditos para la historia de España. Por el Marqués de la FUENSANTA DEL VALLE, D. José Sancho Rayon y D. Francisco de ZABALBURU. T. LXXXIII, Madrid 1885 (réimpr. Vaduz 1966) p. 192–195.

¹²⁰ NS (voir n. 64) t. IV p. 224–233.

¹²¹ Il n'y a pas encore d'étude particulière sur cette mission; la plupart des documents qui la concernent ont entre-temps été publiés dans: APW Serie II Abt. B (voir n. 3) Bd. 5/1–2 1646–1647. Bearb. von Guido BRAUN unter Benutzung der Vorarbeiten von Kriemhild GORONZY und Achim TRÖSTER, unter Mithilfe von Antje OSCHMANN am Register, Münster 2002.

¹²² Original: AE, CP (voir n. 19) Hollande 40 fol. 165–165^r. Cependant, Mazarin avait raison, même si Servien chercha à minimiser l'importance de l'incident: *Il est vray que celuy qui présidoit à l'assemblée lorsque j'eus ma première audience de Messieurs les Estatz me fit sa response en latin, mais je puis asseurer Vostre Eminence que ce ne fut ny par entreprise, ny par manque de respect envers le Roy, ny pour introduire une nouveauté. [...] Il s'est rencontré malheureusement qu'il ne parle nostre langue que fort mal, et qu'ayant intention de me respondre avec apparat, il a esté contrainct de se servir de la latine qui luy est plus familière; pourtant Servien constate en divers lieux que les ambassadeurs du Roy sont obligez d'achepter par de nouvelles déférences les bonnes grâces de plusieurs personnes qui par raison devoient acquérir celle de Sa Majesté par leurs submissions et leurs respectz envers ses ministres; original de sa réponse à Mazarin (La Haye, 26 février 1647): AE, CP Hollande 43 fol. 400–410, citation fol. 401^r–403.*

reine de Suède, celle-ci perçut cet usage de l'allemand, autrefois admis dans la correspondance avec cet électeur (au moins au niveau des ambassadeurs), comme un affront et se crut obligée de lui répondre en suédois, en joignant pourtant à l'original de sa lettre, la copie d'une traduction allemande pour en assurer la compréhension¹²³. Le caractère très officiel de cette dépêche est souligné par l'ordre royal transmis au maréchal Wrangel de faire accompagner sa remise de sons de trompettes. Il est à noter que la reine elle-même, dans deux lettres adressées respectivement à Wrangel¹²⁴ et à ses plénipotentiaires Oxenstierna et Salvius¹²⁵ du 26 octobre 1647, justifia son choix linguistique de sorte que nous disposons par là d'une preuve qui démontre le lien direct qui va de la révocation de la trêve en allemand à la réponse en suédois.

L'emploi d'une certaine langue pouvait par ailleurs déterminer la valeur ou la vocation juridique d'un acte. C'est dans la perspective de leur insertion dans le traité de paix qu'Oxenstierna revendiqua, le 22 février 1647, la rédaction en latin des documents concernant les griefs religieux des états protestants de l'Empire¹²⁶. Les Impériaux lui rappelèrent pourtant qu'ils devaient dans la suite servir de base aux jugements des Cours de justice dans l'Empire et être insérés dans le recès de la Diète, de sorte qu'il fallait les rédiger d'abord en allemand et puis les traduire de l'allemand en latin¹²⁷.

Pour conclure, si l'emploi de plusieurs langues était courant lors du congrès, nos observations montrent que, parfois, certaines étaient imposées. Il n'est pas complètement faux de voir dans le congrès de Westphalie une sorte de tour de Babel, mais l'analyse structurelle révèle le rôle politique éminent de l'emploi des langues dans la diplomatie et leurs implications à la fois politiques et juridiques. Cela sert à comprendre pourquoi au congrès de la paix de Westphalie, la volonté d'arriver à un accord politique se manifestait souvent par des concessions linguistiques tandis que l'intransigeance dans ce domaine pouvait se révéler être le symptôme d'une crise générale ou même de l'échec imminent des négociations.

Le souci constant des négociateurs au congrès de Westphalie de fonder leurs prétentions linguistiques sur la coutume atteste bien l'impact de la tradition sur ce congrès. En revanche, il servit aussi d'exemple à la diplomatie du siècle suivant, marquée par un mélange de latin et de langues vernaculaires

¹²³ Texte suédois: APW II C 4 (voir n. 16) n° 30; version allemande: *Theatri Evropaei Sechster und letzter Theil [...]* durch Johannem Georgium Schlederum, Francfort-sur-le-Main (Merian) 1652, p. 91–94. Il en existe aussi une version latine; APW II C 4 n° 29.

¹²⁴ Ibid. n° 32.

¹²⁵ Ibid. n° 31.

¹²⁶ Procès-verbal des Impériaux, APW II A 5 (voir n. 76) pièce 1 jointe au n° 277, ici p. 550.

¹²⁷ Ibid.

(parmi lesquelles le français joua le rôle principal), ainsi que nous l'apprend d'une manière magistrale Frédéric-Charles Moser¹²⁸.

V. Les problèmes de traduction

Les négociations quasiment quotidiennes entre puissances souveraines rendirent inéluctable la traduction, problème devenu aigu au congrès de Westphalie. Elle jouait évidemment un rôle éminent dans ce XVII^e siècle en marche vers un système international d'États souverains et indépendants, quittant l'universalisme médiéval et brisant les moules uniformisant non seulement la vie religieuse et politique, mais aussi son expression linguistique. Les recherches sur ce sujet servent à approfondir nos connaissances non seulement sur les relations internationales, mais aussi sur l'histoire culturelle de l'Europe¹²⁹.

¹²⁸ MOSER (voir n. 77); cf. BRAUN, Moser (voir n. 12). De plus, les Archives du Quai d'Orsay sont pleines de mémoires sur l'usage observé entre la France et les états du Saint-Empire, et les mémoires traitant du cérémonial en général font aussi une place de prédilection à cette question; cf. par exemple pour les lettres latines et françaises envoyées en France par les électeurs ou par l'Empereur: AE, MD (voir n. 19) Allemagne 38 fol. 357–361', 444–444'. Les villes d'Allemagne tenaient elles aussi à l'emploi du latin dans leurs relations avec la France. Avant même le congrès de Westphalie, dans les lettres de recommandation fournies à leurs commerçants au début du XVII^e siècle, les villes de Nuremberg et d'Augsbourg n'admirent pas le français à la place du latin, parce que, comme disait le conseiller nurembergeois Ôlhafen, il nuirait à la réputation de ses maîtres d'écrire en langue française; Gerhard PFEIFFER, *Die Bemühungen der oberdeutschen Kaufleute um die Privilegierung ihres Handels in Lyon*, dans: *Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte Nürnbergs*, éd. par Stadtarchiv Nürnberg, Nuremberg 1967, p. 407–455, ici p. 430. Pourtant, il convient toujours de nuancer; rappelons par exemple que la Saxe adopta le français comme langue officielle.

¹²⁹ Et même sur l'histoire de la langue française. On peut par exemple établir le fait que le terme *immédiateté* fut introduit en français pour traduire le mot allemand *Reichsunmittelbarkeit* et le concept latin *immedietas erga imperium Romanum*, avant d'acquérir le sens général de «qualité de ce qui est immédiat»; cf. Guido BRAUN, *Les traductions françaises des traités de Westphalie (de 1648 à la fin de l'Ancien Régime)*, dans: XVII^e siècle 190 (1996) p. 131–155, ici p. 141 n. 49. La première attestation de ce mot alléguée dans le Trésor de la langue française (Dictionnaire de la langue du XIX^e et du XX^e siècle, 1789–1960, publié par l'Institut national de la langue française, 16 vol. Paris 1971–1994, t. 9 p. 1173) date de 1684, c'est l'Histoire de l'Empire de Jean Heiss. Nous pouvons dater plus précisément son apparition dans la langue française, puisqu'il est employé dans plusieurs manuscrits de la Bibliothèque nationale et du Quai d'Orsay, et d'autres formes comme *immédiété* au singulier, et *immédiétez* au pluriel accompagnent ses toutes premières attestations (Bibliothèque nationale de France, Fonds français 12122 p. 13 [ce ms. a probablement été rédigé vers 1679]; AE, MD [voir n. 19] Alsace 19 fol. 49, 64, 71, 210' [ce ms. date des années 1661–1663]). Selon nos recherches, il est apparu, ou a réussi à s'implanter plus durablement en français, au début des années 60 du XVII^e siècle. Il est intéressant de

Au congrès et dans les traductions des traités finalement signés en Westphalie, les problèmes de traduction devenaient particulièrement délicats dans les cas où une langue ne disposait que d'un seul terme pour traduire plusieurs mots d'une autre. C'est ainsi que le mot »évêché« recouvre en français à la fois le champ sémantique des concepts allemands »Bistum« (c'est-à-dire son district spirituel) et »Stift« (son district temporel); il était en même temps difficile de traduire des termes fondamentaux du droit public du Saint-Empire dont le français n'avait pas d'équivalent exact, tel *Landeshoheit*, c'est-à-dire la souveraineté limitée des états de l'Empire pour laquelle on utilisait parfois, en français, les termes de *supériorité* ou *supériorité territoriale*, pourtant pas unanimement acceptés; souvent on traduisait aussi par *souveraineté* tout court ce qui pouvait entraîner une confusion avec la vraie souveraineté, c'est-à-dire la souveraineté absolue des rois et princes indépendants¹³⁰.

Nous éviterons de répéter ici les principaux résultats de nos études sur les traductions françaises des concepts latins et allemands du droit constitutionnel du Saint-Empire, que nous avons centrées autour du thème de la souveraineté. Il en va de même pour l'influence que la toute première traduction des traités de Westphalie en langue française, publiée dans la *Gazette de France* en novembre et décembre 1648, exerça sur quasiment toutes les versions suivantes et jusqu'à sa dernière traduction publiée sous l'Ancien Régime, en 1787, par Simon Jacquet. Les expressions qu'elle avait forgées se retrouvent en fait, dans une très large mesure, dans les traductions postérieures; il y a donc une continuité textuelle qui va de la première version des traités à leur dernière traduction, ce qui nous semble digne d'intérêt¹³¹.

Si ces dépendances et les évolutions que l'on peut constater d'autre part ne peuvent pas être minutieusement retracées ici, il convient toutefois de souligner une remarque de Konrad Repgen, qui dit qu'une étude systématique des traductions des actes latins du congrès de la paix de Westphalie en allemand, et inversement des actes allemands en latin, permettrait probablement d'en tirer des conclusions intéressantes sur la conception de la politique et de l'État

voir que ce mot s'est maintenu en français, bien qu'il ne soit très certainement pas l'un des plus courants ou des plus beaux de la langue de Molière.

¹³⁰ BRAUN, Traductions (voir n. 129); ID., Die »Gazette de France« als Quelle zur Rezeptionsgeschichte des Westfälischen Friedens und des Reichsstaatsrechts in Frankreich, dans: Historisches Jahrbuch 119 (1999) p. 283–294; Klaus MALETTKE, La conception de la souveraineté de Jean Bodin et le Saint Empire Romain Germanique, dans: La souveraineté, Bruxelles 1997, p. 47–80, ici p. 72–79; sur les études entreprises sur ce problème par Klaus Malettke, par Martin Wrecke et par nous-mêmes après 1999, cf. prochainement notre ouvrage cité n. 15.

¹³¹ Cf. BRAUN, Gazette (voir n. 130), et notre réédition des traités de Westphalie dans leur version publiée dans la Gazette: APW III B 1 (voir n. 21) Teil 2: Materialien zur Rezeption, Münster [2003].

en 1648¹³²; il en va de même pour les versions françaises. Le décalage entre les notions de «souveraineté», ou pour citer d'autres exemples, de «capitulation impériale», de «ban d'Empire», dans la pensée de différents traducteurs et dans celle des auteurs qui ont utilisé leurs traductions, peut en effet être considérable, et ces notions mêmes, attachées à des théories de l'État divergentes. De sorte que si l'histoire des idées politiques veut intégrer l'image et la connaissance de la culture juridique d'un pays à l'étranger (concrètement par exemple la compréhension du droit public de l'Allemagne en France), elle doit nécessairement passer par ces traductions. Les différentes idées qu'on peut avoir en France sur la nature du gouvernement du Saint-Empire et qui vont de la monarchie sous un empereur absolu à la remise en cause de son caractère même d'État, en passant par le modèle du *status mixtus*¹³³, s'intègrent en effet toutes dans des courants intellectuels plus ou moins répandus à l'époque et qui n'évoluent pas de façon ésotérique mais en fonction d'un échange et d'une critique mutuelle constants, s'inspirant notamment des changements dans l'Empire et des progrès de sa jurisprudence. Ces échanges mutuels d'idées attestent bien l'existence, dans le monde de l'esprit, d'une civilisation européenne qui se place au-dessus des nationalités, et dont l'histoire serait incomplète sans celle de leur support principal qu'est la traduction. C'est pour cela que L. G. Kelly a pu dire: »L'Europe occidentale doit sa civilisation aux traducteurs«¹³⁴.

VI. La traduction et l'opinion publique

Or, les problèmes de la traduction, au congrès de Westphalie, ne concernent pas uniquement les grands thèmes du droit d'État et la communication entre les envoyés au congrès proprement dit, ou la terminologie litigieuse de certaines stipulations. Ils concernent en même temps la communication du congrès avec le monde extérieur, son image dans l'opinion publique; la publication de la traduction d'un document, qu'on retrouve fréquemment dans les journaux au milieu du XVII^e siècle tout comme dans notre presse contemporaine, est en effet en même temps un moyen d'information et un élément de propagande auquel les autorités recourent volontiers pour justifier leurs choix

¹³² Konrad REPGEN, Der Westfälische Friede und die zeitgenössische Öffentlichkeit, dans: ID., Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede (voir n. 7) p. 723–765, ici p. 750.

¹³³ Cf. BRAUN, Traductions (voir n. 129) p. 146–148.

¹³⁴ L. G. KELLY, The True Interpreter. A History of Translation Theory and Practice in the West, Oxford 1979, p. 1. – Voir aussi Gérard CHAIX, Aux sources d'une civilisation européenne, dans: Le Monde des livres (18 décembre 1998), p. X.

politiques, et qu'ils favorisent par conséquent. Par ailleurs, comme l'a montré récemment une grande étude de Konrad Repgen sur la paix de Westphalie et l'opinion publique (allemande)¹³⁵, elle correspond aussi à un besoin réel d'information de la part du public, et lui fournit des renseignements assez fiables¹³⁶.

Dans cette optique, on peut noter que la publication des traductions n'exerce pas seulement une influence considérable sur l'image du congrès à l'extérieur, mais que les réactions qu'elle suscite ont aussi un effet sur la politique future du congrès même. En fait, quand les plénipotentiaires français eurent envoyé, au printemps 1644, leur première lettre circulaire aux états de l'Empire afin de les inviter au congrès¹³⁷, Théophraste Renaudot fit lui-même la traduction de cette pièce en français et la publia dans sa *Gazette de France*¹³⁸. Or, comme il s'était permis de durcir encore un peu le ton, en qualifiant par exemple l'Empereur de »tyran«, sa traduction suscita parmi les Impériaux un vif émoi que les Français avaient tout intérêt à éviter parce qu'une forte réaction de la part de l'Empereur aurait peut-être pu dissuader les états d'envoyer leurs députés au congrès, ce qui était contraire aux objectifs de la France. Le 10 juin 1644, les médiateurs vinrent voir les plénipotentiaires français pour leur faire part des plaintes des Impériaux au sujet de cette traduction, qui *ne semble pas bienscéant à des Ambassadeurs qui disent estre venuz pour traicter la paix et reestabli l'amitié*¹³⁹. Si, le 2 juillet 1644, Mazarin écrivait encore que *la reyne fait faire recherche pour en faire exemple de l'autheur de la traduction de vostre lettre circulaire, et elle ne veut pas que les termes injurieux qu'on y a supposéz contre la personne de l'Empereur demeurent sans chastiment*¹⁴⁰, Brienne disposait déjà, le même jour, d'informations plus précises et estima que l'Empereur n'aurait pas lieu de se plaindre de la lettre écrite par les plénipotentiaires, mais seulement *des motz offensans ajoustéz en la traduction qui a*

¹³⁵ REPGEN, Öffentlichkeit (voir n. 132).

¹³⁶ C'est pourquoi les APW (voir n. 3) consacreront un de leurs volumes qui paraîtra prochainement (III D 2) aux articles publiés sur le congrès de Westphalie dans la presse allemande.

¹³⁷ Cf. n. 73.

¹³⁸ Gazette [de France] n° 55 daté 25 mai 1644, p. 353–360.

¹³⁹ Cf. la lettre adressée par Servien à Brienne le lendemain: APW II B 1 (voir n. 3) n° 138. Brienne répondit le 25 juin: *La plainte que les ministres impériaux font de la lettre circulaire que vous avez escrite nous a fait de la peine. Je n'y ay pas remarqué que le terme [de tyran] qui les choque y fust énoncé ny n'ay pas veu la traduction qui en a esté faicte, mais j'ay ordre de faire faire recherche des exemplaires et du traducteur, et ne l'ayant rendu fidèlement il sera chastié, et de cela je vous rendray compte d'aujourd'huy en huit jours. Ce qui me travaille c'est que vous ne vous en estes pas excuséz, et ainsy il est à craindre que si dans l'original le mot de tiran n'est exprimé, il y a des termes aequipotens et qu'on a peu mettre en françois soubz celuy là; ibid. n° 148, citation p. 286.*

¹⁴⁰ Ibid. n° 154, citation p. 304.

*esté faicte et imprimée par le gassetier [Renaudot]¹⁴¹. Et d'annoncer que les ambassadeurs auraient au premier jour l'arrest portant déffence de débiter cette belle traduction [comme s'exprimait Brienne] qui sera remply de parolles aigres contre l'auteur¹⁴². D'Avaux se crut pourtant obligé de justifier cette lettre qu'il avait minutée, en soulignant que ses termes étaient *assés mesurés* et que les mots de tyrannie, d'usurpation, etc. relevés dans la traduction, n'y étaient pas employés¹⁴³.*

Néanmoins, comme Brienne dut le constater la semaine suivante¹⁴⁴, les plaintes avancées contre la traduction de Renaudot continuaient. La dureté de la traduction venait en effet très mal à propos alors que la diplomatie française, pour arriver à ses fins, avait tout intérêt à éviter un grand émoi parmi les états de l'Empire; or, comme d'Avaux et Servien l'écrivirent à la reine le 16 juillet, l'Empereur s'était offensé de la convocation des états au congrès et *n'a pas honte de faire dire de sa part dans la diète de Francfort que nous sommes descheuz de la seureté de noz passeportz par cette procédure qu'il appelle séditiueuse, affin d'exciter quelqu'un à entreprendre contre noz personnes impunément*¹⁴⁵.

¹⁴¹ Ibid. n° 153, citation p. 301.

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ Lettre à Servien, 6 juillet 1644; *ibid.* n° 158, ici p. 321. C'est pour cela que Brienne put constater avec satisfaction le 9 juillet: [L'ambassadeur vénitien Nani] *m'a porté de la part dudict Contarini la plainte que font les ministres impériaux de la liberté avec laquelle on imprime de deçà, et luy ayant dit que l'on avoit résolu un arrest pour en réprimer la licence, il m'a tesmoigné en demeurer satisfait. Et moy, je l'ay esté entièrement apprenant que la collère des Impériaux se restraint sur celui qui a failly et non contre vous, desquelz la lettre est forte et pressante et digne de gens de vostre suffisance* [c'est-à-dire capacité] *et sçavoir*; *ibid.* n° 161, citation p. 335.

¹⁴⁴ Ibid. n° 171.

¹⁴⁵ Ibid. n° 173, citation p. 357. Le 23 juillet, Brienne annonça que Renaudot avait été puni pour sa fâcheuse amplification de la circulaire, sans toutefois entrer dans les détails; *ibid.* n° 179, ici p. 383. Les ambassadeurs français applaudirent cette *correction* et soulignèrent la nécessité de réprimer les *extravagances* et les *diffamations* de la presse (*ibid.* n° 182, ici p. 397-398); pourtant, le 15 octobre, ils eurent de nouveau à se plaindre d'un article de Renaudot qui contrariait leur politique au congrès (lettre à Brienne; *ibid.* n° 270, ici p. 558). Pour l'affaire de la circulaire, Brienne autorisa le 6 août d'Avaux et Servien à faire imprimer en Hollande une pièce pour répliquer à la critique de l'Empereur; ce manifeste, précisa-t-il, devait être dressé *en langue latine, affin qu'il ayt plus de cours dans l'Allemagne*; *ibid.* n° 192, ici p. 426.

VII. Conclusion générale

En conclusion, nous ne voudrions pas nier que le congrès de Westphalie fut l'apogée du latin dans la diplomatie européenne. C'est la conclusion qu'avance Dickmann et à laquelle nous n'hésitons pas à souscrire. Cependant le latin, même perdant incontestablement de son importance, restera bien vivant dans la diplomatie du siècle suivant. De ce fait, le congrès de Münster et d'Osnabrück ne marque point un changement brutal, il n'est pas le »portique qui mène d'un monde à un autre«, mais sert dans une certaine mesure à perpétuer la tradition antérieure en fournissant un exemple aux générations futures de diplomates, ce qui nous permet de qualifier le siècle suivant d'«âge westphalien»¹⁴⁶, sans que nous attachions à cette notion, très à la mode, une valeur autre que linguistique. L'analyse des aspects linguistiques du congrès de la paix de Westphalie nous révèle un monde en transition, mais non en perte de tradition. Servien¹⁴⁷ soulignait lui aussi la valeur de la tradition dans le domaine du cérémonial et croyait que: *il valloit mieux prendre des expédiens qui laissassant un chacun dans la possession du droict que chacun prétend luy appartenir que de s'esloigner des anciennes coustumes ny rien céder positivement dans une occasion sy célèbre*, et qui (pourrions-nous ajouter aujourd'hui) devait effectivement servir, à son tour, de règle de conduite à la postérité.

¹⁴⁶ Cf. BRAUN, Moser (voir n. 12). Si le congrès de Westphalie devient la référence du siècle suivant, son caractère polyglotte et le »combat« entre le latin et les langues vernaculaires ne sont pas une particularité de cette époque (quand Charles-Quint, par exemple, rédigea une déclaration contre Luther en langue française, le 19 avril 1521, sa publication était prévue non seulement en français, mais aussi en latin, en italien, en allemand, en espagnol et en néerlandais); la particularité de cette période est plutôt le recours fréquent au congrès de Westphalie comme point de repère. La déclaration de Charles-Quint dans: Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V. Bd. 2. Bearb. von Adolf WREDE, Gotha 1896 (Deutsche Reichstagsakten, Jüngere Reihe, 2).

¹⁴⁷ Dans sa lettre à Brienne du 9 avril 1644 dont nous avons parlé au début de cet exposé (voir n. 3) et dont nous pouvons ainsi reprendre la citation.